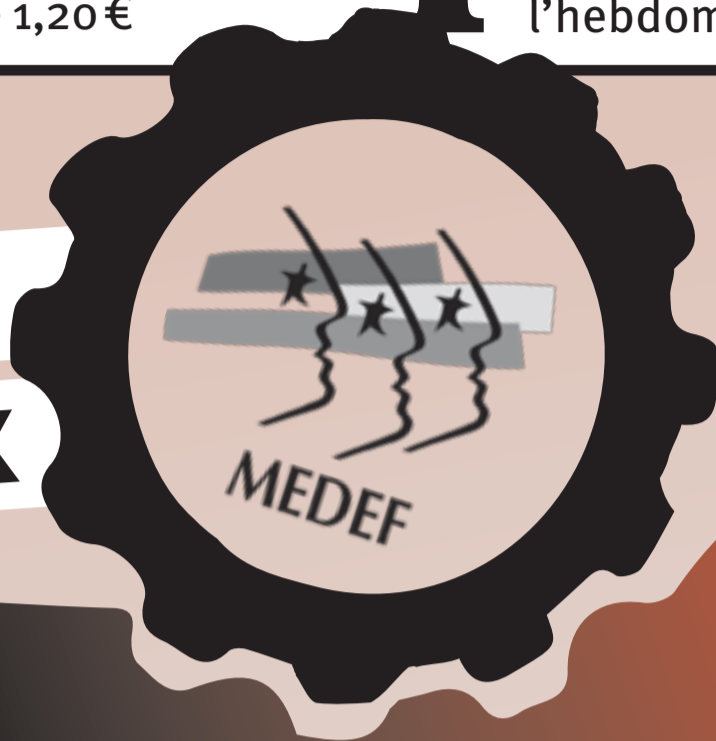


***l'Anti*capitaliste**

n°264 | 13 novembre 2014 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

**Du fric
pour eux**



**Des flics
et des
mensonges
contre nous**



ASSEZ DE CE GOUVERNEMENT!

Dossier

**Mali: état de guerre,
état des lieux**

Pages 6 et 7

ÉDITO
De l'État...
Page 2

PREMIER PLAN
USA: crise des deux partis
capitalistes, avancée pour
les forces de gauche
Page 2



ACTU POLITIQUE
Jouyet-Fillon: digestion difficile?
Page 4

LIBRE EXPRESSION
État espagnol: entretien avec Pablo
Echenique, député européen pour
Podemos
Page 12



édito

Par THIBAUT BLONDIN

De l'État...

Engels disait de l'État qu'il était « un produit de la société, (...) l'aveu que cette dernière s'empêtre dans une insoluble contradiction avec elle-même ». Effectivement, la contradiction nous est posée : d'un côté, le pouvoir aux rênes de cet État bat des records d'impopularité, et de l'autre, il abat son bras de façon de plus en plus violente sur celles et ceux qui le conteste, cela dans une certaine passivité générale. Cet État s'empêtre dans le mensonge et bâillonne, empêchant la contestation de sa politique par des interdictions à manifester ou par une répression féroce.

Après avoir délibérément menti sur les circonstances de la mort de Rémi Fraisse, avoir gardé le silence pendant 48 heures, laissé en place le ministre de l'Intérieur, le préfet, le flic criminel, le gouvernement socialiste interdit des manifestations en mémoire de Rémi.

Mensonges, interdiction, puis répression... Les militantEs qui samedi dernier ont bravé l'interdiction à Toulouse se sont heurtés à une violente répression, les « forces de l'ordre » arrêtant une dizaine de manifestants. La semaine précédente, une dizaine de personnes se rendant au rassemblement – non autorisé – place Stalingrad à Paris, s'étaient fait arrêter « préventivement »... sur les quais du métro, à Montreuil, à 8 km de la dite place !

Oui l'État réprime de plus en plus, féroce, imposant sa politique uniquement tournée vers la satisfaction du patronat et de la finance. Et on ne compte plus le nombre de jeunes qui, par des « armes non létales », ont perdu un œil dans les manifestations, les interdictions de manifester, les syndicalistes poursuivis, condamnés, les sans-papiers traqués...

La jeunesse lycéenne qui se mobilise à nouveau pour la mort de Rémi Fraisse le fait aussi, un an après la mobilisation pour Khatchik et Leonarda, pour un jeune immigré, Yero, qui passait son CAP menuiserie, et qui se trouve aujourd'hui en centre de rétention... Prêt à être expulsé, malgré les promesses faites l'an passé par Hollande et Valls, alors ministre de l'Intérieur, de sanctuariser collèges et lycées. Des mensonges, une nouvelle fois. Avec les lycéens, les zadistes, les salariéEs, et toutes celles et ceux qui n'en peuvent plus des mensonges et des coups de ce gouvernement, nous appelons à converger, à faire entendre une autre voix contre ce pouvoir. Le tous ensemble est plus qu'urgent et nécessaire.

À la Une

15 novembre: enfin un barrage utile... contre ce gouvernement!

La machine à désespérer est lancée à plein régime et jeudi 6 novembre, l'exercice médiatique de Hollande à l'occasion de sa mi-mandat en est une nouvelle illustration.

Comme pour confirmer la nocivité de sa politique, il conclut lui-même sur la possibilité d'un nouveau 21 avril : la possibilité de voir, comme en 2002, l'extrême droite au second tour de la présidentielle. Il a beau essayer de se défaire sur l'Europe, il ne peut pas faire oublier que son premier geste une fois élu a été de ratifier le TSCG, ce traité européen qu'il dénonçait lui-même comme « traité d'austérité »... avant son élection.

Des cadeaux pour les uns, des coups pour les autres

C'est sa politique et celle de son gouvernement qui provoque la désespérance sociale et qui fait le lit de l'extrême droite. « L'État ne laissera pas faire la fermeture du site d'Aulnay PSA » avait dit enthousiaste le nouveau président... et l'État a laissé faire. Lâchés aussi les ArcelorMittal, les Goodyear, les Fralib, les Moulins Maurel...

Lâché et même réprimé lorsqu'il se met à lutter, le monde du travail a dû se faire rapidement une raison. Pendant deux ans et demi, Hollande et ses gouvernements ont multiplié les cadeaux aux capitalistes, satisfait toutes les revendications du Medef et attaqué systématiquement les droits des salariéEs, précaires, intermittentEs, chômeurEs, la protection sociale et les services publics. Il trouve encore aujourd'hui le moyen d'annoncer un pas supplémentaire : à partir de 2017, les baisses d'impôt du Crédit d'impôt sur la compétitivité et l'emploi (CICE) seront transformées en baisse de « cotisations sociales pérennes ». Au final, 220 milliards de cadeaux par an pour les entreprises contre la promesse – qui n'engageait que ceux qui voulaient y croire, c'est-à-dire le gouvernement – de créer un million d'emplois. Résultat des courses de cette politique « généreuse » : un nombre de chômeurEs inégalé qui atteint 5 400 000,

c'est-à-dire 500 000 chômeurEs supplémentaires sous l'ère Hollande !

Rémi, mort pour un projet inutile

L'inversion de la courbe du chômage, les sacrifices nécessaires à une reprise de la croissance et à des lendemains meilleurs, ne sont que du baratin. Il n'y a pas de limite aux régressions sociales parce qu'il n'y a pas de limite à l'appétit des capitalistes. Et parce que le gouvernement leur est entièrement dévoué, il n'y a pas de limite à l'austérité qu'il impose.

Élu pour nous débarrasser de Sarkozy, Hollande, avec son gouvernement, fait pire que lui, même en matière de répression, où on ne pensait pas que ce serait possible. Les sans-papiers pourchassés, les Roms dont les campements sont détruits, les étrangers qui attendaient le droit de vote... peuvent en témoigner.

On n'attendait rien de bon de ce gouvernement, mais avec le meurtre de Rémi par la police, l'intolérable a été

atteint. Il a envoyé des centaines de flics pour imposer par la force un projet à la fois nuisible et illégal à Sivens. Il a délibérément provoqué les affrontements et ses grenades offensives ont tué. Il a ensuite menti sciemment.

Alors que les autorités savaient dès le début ce qu'il s'était passé, Valls déclarait à l'Assemblée nationale : « je n'accepterai pas une mise en cause de l'action des policiers et des gendarmes qui ont compté de nombreux blessés dans leurs rangs », stigmatisait les victimes : « Je n'accepterai pas ces violences. Il n'y a pas de place dans notre République, en démocratie pour les casseurs », et couvrait Cazeneuve : « Je n'accepte pas et je n'accepterai pas les mises en cause, les accusations qui ont été portées (...) à l'encontre du ministre de l'Intérieur »...

Et conformément aux précédents gouvernements socialistes, il se précipite dans toutes les aventures guerrières impérialistes.

Notre réponse, la mobilisation

Descendre dans la rue contre ce gouvernement doit être un sursaut élémentaire pour qu'enfin, la colère l'emporte sur le découragement. Le budget est de la première à la dernière ligne une déclaration de guerre aux classes populaires, et la répression est la seule réponse à celles et ceux qui se mobilisent.

La mobilisation nationale du 15 novembre est une mobilisation contre ce gouvernement, contre l'ensemble de sa politique austéritaire et policière, raciste et guerrière. Ce gouvernement n'impose pas seulement un barrage à Sivens, un aéroport inutile et destructeur, l'usine des 1000 vaches, mais le monde qui va avec...

Le seul barrage utile à construire est celui qu'il faut édifier contre les mauvais coups du pouvoir en place, contre l'extrême droite qui attend son heure en embuscade.

Olivier Besancenot, Christine Poupin et Philippe Poutou



USA

Crise des deux partis capitalistes, avancée pour les forces de gauche

Il y a au moins deux faits qui ressortent des élections du 4 novembre. D'un côté, les Républicains ont gagné la majorité des deux chambres du Congrès. De l'autre, les forces de gauche ont enregistré des scores inhabituels.

Ces élections sont baptisées « mid-term », en référence au fait qu'elles se tiennent à mi-mandat, entre deux élections présidentielles qui ont lieu tous les quatre ans. Devaient être réélus les cinquante gouverneurs (chef de chaque État), une partie des députés de la chambre des députés (435 élus tous les deux ans, chaque État disposant d'un nombre de députés calculés en fonction de la population de l'État) et une partie des sénateurs (2 par État, donc 100 élus tous les six ans).

Les Républicains profitent de la sanction des Démocrates

Habituellement, ces élections sont défavorables au parti qui est à la Maison Blanche. Comme prévu, les Républicains ont donc gagné le contrôle du Sénat auparavant tenu par les Démocrates. Ils contrôlent désormais les deux chambres des députés (« House of Representatives ») et le Sénat. Cela va donc sensiblement réduire la marge de manœuvre d'Obama d'ici la fin de son mandat, qui se termine en 2016.

Bien que les Républicains aiment dire que ces élections leur donnent un mandat populaire pour imposer leur politique contre celle d'Obama, les commentateurs politiques s'appuient sur les sondages pour avancer une autre analyse : ces élections favorisent le parti qui n'est pas au pouvoir.

Les sondages divers s'accordent aussi sur le fait qu'il y a une grande désaffection vis-à-vis des deux partis et que les jeunes ont manifesté leur rejet par une très forte abstention.

Les conséquences pour les classes populaires sont limitées. Vu la dérive droitière d'Obama et des Démocrates, la nouvelle situation d'une Maison Blanche démocrate et d'un Congrès républicain n'aura pas grand effet, d'autant que la majorité républicaine n'est pas assez forte pour contrecarrer le droit de veto d'Obama en cas de désaccords.

Par contre, la réélection du gouverneur Scott Walker dans le Wisconsin, architecte de la loi de 2011 qui a éliminé le droit de négociation collective pour les salariéEs de la fonction publique, ainsi que le renforcement de sa majorité parlementaire en Wisconsin, pourraient ouvrir la voie à un autre cycle de lois anti-syndicales et sociales.

Des scores encourageants pour la gauche

Dans le même temps, des candidatEs de gauche [ici, gauche radicale ou extrême gauche NDLR] ont enregistré

BIEN DIT

L'État finance le plan de licenciement d'un fonds d'investissement.

JEAN-PIERRE BLOUCH, secrétaire de l'UL CGT de Pantin (93), à propos de RLD, une blanchisserie industrielle située aux Lilas. Celle-ci a reçu 1,6 million d'euros d'aide de l'État en 2013 et pourrait recevoir la même somme cette année... alors que l'usine pourrait fermer. L'actionnaire majoritaire est le fonds d'investissement Vermeer Capital.

Un monde à changer

LE PARADIS LUXEM... BOURGEOIS. Jeudi 6 novembre a été révélé que le Luxembourg avait conclu des accords fiscaux secrets permettant à 340 multinationales de minimiser leurs impôts : Apple, Amazon, Ikea ou Pepsi, mais aussi des sociétés françaises comme Axa, la BNP, le Crédit Agricole, CNP Assurance, la BPCE, les groupes Rothschild et de Wendel (de Seillière, l'ex-patron du Medef)... Des documents montrent comment ces sociétés s'appuient sur le régime fiscal « souple » du Luxembourg pour y transférer des profits afin qu'ils n'y soient pas taxés, ou très faiblement. Ces accords représentent des milliards d'euros de recettes fiscales perdues pour les États où ces entreprises ont effectivement réalisé leurs bénéfices. Il est à noter qu'il s'agit sans doute d'une partie seulement de l'iceberg car les accords des documents sortis dans la presse proviennent tous du grand cabinet de conseil et d'audit PricewaterhouseCoopers (PwC). Ils ne concernent donc que les entreprises clientes de PwC. Et on ne voit pas pourquoi d'autres cabinets n'auraient pas donné les mêmes conseils à leurs clients.

À l'heure où le gouvernement français, à l'instar de ses homologues européens, sabrent dans les systèmes sociaux, des milliards d'impôts s'évaporent. La Commission européenne est prête à sanctionner le Luxembourg sur ses pratiques fiscales, a-t-elle affirmé. Bel exemple d'hypocrisie... pour une institution présidée par Jean-Claude Juncker, ex-Premier ministre et ministre des Finances du Luxembourg ! Mais le Grand-Duché est loin d'être le seul État à se livrer à ce genre de pratiques : divers pays comme le Royaume-Uni, les Pays-Bas, l'Irlande ou la Belgique... ont mis sur pied des politiques permettant aux entreprises de payer moins d'impôts. Certes, en matière fiscale, les décisions européennes doivent se prendre à l'unanimité. Mais il n'y a jamais vraiment eu de pression pour mettre fin aux abus, même les plus criants. Au-delà, ces comportements sont consubstantiels au capitalisme : ils dureront tant que la transparence totale des transactions et l'ouverture des livres de compte ne seront pas imposés.

SIVENS, NDDL Pourquoi un tel acharnement ?

« Plus jamais ça », telle est l'obsession du gouvernement. Mais ce « plus jamais ça » ne concerne pas la mort de Rémi Fraisse tué par sa police. Non, son obsession est tout autre. Plus jamais Notre-Dame-des-Landes. Surtout pas d'autre lieu de résistance unie et déterminée capable de le tenir en échec pendant des années !

À Sivals, la violence policière a été extrêmement forte dès le début pour détruire au plus vite le lieu, éradiquer la ZAD et empêcher la construction de la solidarité large qui a fait la force des opposantEs à l'Ayraultport. Ensuite, une fois l'irréparable accompli, Rémi tué par une grenade offensive, le gouvernement a d'abord menti délibérément pour cacher la culpabilité des gendarmes, puis il a multiplié les provocations – interdictions des manifestations, déploiements policiers démentiels, policiers en civil-casseurs... – pour obtenir des images de violence exploitées en boucle jusqu'à saturation. Ainsi, il veut faire diversion et salir à la fois Rémi et celles et ceux qui partagent son combat.

Sur le fond, il n'a qu'un seul mot d'ordre : « ne rien céder » ! La posture du gouvernement est de ne rien céder face à celles et ceux qui combattent les projets productivistes, d'agriculture gaspilleuse et destructrice, de transports toujours

plus disproportionnés. Valls se vantait début septembre d'avoir « tenu bon à Sivals » devant les Jeunes agriculteurs, un syndicat tenant de l'agriculture productiviste au côté de la FNSEA.

Le contrat signé par le conseil général du Tarn, qui permet à la CACG de mener à la fois les études – besoins en eau, faisabilité – et de construire le barrage, est illégal. L'ouvrage est surdimensionné et ne bénéficierait qu'à une vingtaine d'agriculteurs. Qu'importe, Royal refuse d'annuler la déclaration d'utilité publique, et au contraire elle affirme qu'« un ouvrage sera fait », demandant aux occupantEs d'évacuer la zone. Consciente qu'un recul à Sivals remettrait aussi en cause une vingtaine d'autres projets du même type, elle préfère temporiser, quitte à ce que le barrage soit déclaré illégal, mais plus tard... C'est le même message qui a de nouveau été envoyé par Valls le 28 octobre – trois jours après la mort de Rémi ! – au sujet de Notre-Dame-des-Landes : « la détermination



Une affiche de la campagne contre l'Ayraultport.

de l'État à voir ce projet réalisé est intacte ». Et Le Foll, porte-parole du gouvernement et ministre de l'Agriculture, persiste et signe : « Ce qu'il [Valls] a rappelé, c'est la ligne du gouvernement »...

Anticapitalistes, antiproductivistes

Les raisons de cet acharnement sont multiples. Il ne faut évidemment pas sous-estimer les liens d'intérêts matériels qui unissent les bétonneurs et les élus locaux, souvent PS : CACG à Sivals, Ramery pour l'usine des 1000 vaches, Vinci à NDDL... Plus fondamentalement, ce gouvernement, en bon serviteur des intérêts des capitalistes, épouse totalement leur idéologie : la compétitivité, la croissance et donc aussi le productivisme. Enfin, les résistances face aux grands projets nuisibles lui font peur.

Dès l'automne 2012, la riposte à l'opération César à NDDL a représenté la première mobilisation de masse contre sa politique. L'entêtement à ne pas enterrer le projet d'aéroport est aussi motivé par le refus de reconnaître la victoire politique de la mobilisation, et donc d'encourager celles et ceux qui résistent partout. Les ZAD sont aussi des ateliers où s'expérimentent d'autres modes de fonctionnement collectif, de solidarité, d'autogestion, de démocratie, un démenti vivant à TINA (There is no alternative, en français « il n'y a pas d'autre choix »). Une pierre pour la reconstruction d'un projet émancipateur et mobilisateur. C'est la raison pour laquelle le NPA soutient le projet de coordination des ZAD initié par les Zadistes du Testet et de NDDL.

Commission nationale écologie



Angela Walker, candidate socialiste de gauche, en campagne à Milwaukee. DR

force militante très réduite, elle a obtenu 20% ! Les militantEs locaux de Solidarité étaient très impliqués dans sa campagne, au cours de laquelle elle a dénoncé la brutalité raciste policière, les rafles contre

les immigréEs sans papiers, surtout latinos, et « le complexe industriel de la prison » : dans le Wisconsin, un noir sur deux est en prison ou y a été... Sa campagne s'est appuyée sur une alliance avec celle de Ron

Hardy, candidat vert pour le poste de trésorier de l'État de Wisconsin, qui a lui obtenu 3% des voix. Les deux ont exigé la légalisation de marijuana et un salaire minimum de 15 dollars de l'heure. On pourrait aussi parler de la victoire des candidatEs aux municipales de Richmond en Californie, qui ont battu une liste financée par la grande société d'énergie qui cherche à dominer la ville et à étouffer toute critique de ses activités polluantes. Ces résultats pour des candidats de gauche suivent l'élection de Kshama Sawant, militante du groupe socialiste révolutionnaire Socialist Alternatif qui est devenue conseillère municipale à Seattle il y a quelques mois. L'ensemble de ces scores représentent un grand pas en avant contre la domination des deux partis du capital, pour l'indépendance politique de la classe ouvrière et des communautés opprimées.

De Milwaukee, Keith Mann

Le chiffre

19000

C'est, en euros, le prix des 28 comprimés de Sovaldi, le nouveau traitement contre l'hépatite C. Un médicament plus extraordinaire par son prix que par son efficacité ou ses effets indésirables encore mal cernés, selon la revue médicale indépendante Prescrire. L'austérité... Sauf pour Big Pharma !



Agenda

Samedi 15 novembre, journée nationale de manifestations contre le budget et l'austérité du gouvernement PS-Medef. À Paris RV à 14 heures place Denfert-Rochereau. Plus d'infos : www.collectif3a.org

Mardi 18 novembre, manifestation nationale contre "l'Hôstérité" dans la santé, Paris. Rassemblement à midi devant la gare Montparnasse puis manifestation.

Samedi 29 et dimanche 30 novembre, mobilisation contre le congrès du FN, Lyon. Manifestation le samedi après-midi à 14 heures place Jean-Macé. Plus d'infos : www.alyonnousfaceaunf.org

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

Je ne transigerai pas sur l'héritage de la chrétienté.

NICOLAS SARKOZY, en meeting à Paris le vendredi 7 novembre, cité par le quotidien *Sud-Ouest* du samedi 8 novembre

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0414 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6500 exemplaires

Gérant et directeur de publication :
Ross Harrold

Secrétaire de rédaction :
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

CONGRÈS DU FN Reconstruire un mouvement antifasciste

Pour le FN, l'enjeu du congrès sera de continuer à se renforcer. En nous mobilisant à Lyon les 29 et 30 novembre contre lui, il s'agit de marquer une première étape dans le développement d'un mouvement antifasciste.

Après ses succès électoraux, le FN doit continuer à faire vivre ensemble les courants les plus divers, de ceux liés aux groupuscules néo-nazis à ceux qui sont les plus intégrés dans les institutions, de structurer le parti, ses élus, ses nouveaux militants. Il s'agit de donner une nouvelle envergure au parti. Une manifestation est donc organisée à Lyon contre ce congrès, avec un enjeu à peu près symétrique : reconstruire un mouvement antifasciste à la hauteur de l'adversaire.



Cela ne se fera pas dès cette manifestation. Il serait illusoire de croire qu'on pourrait mobiliser des dizaines de milliers de personnes pour cette échéance. Mais c'est la première fois depuis plusieurs années qu'une mobilisation unitaire, nationale, se met en place contre le FN. Avec les rencontres intersyndicales

contre l'extrême droite, la construction de la Conex (coordination nationale contre l'extrême droite), le collectif constitué après l'assassinat de Clément Méric, un regroupement de dizaines de structures syndicales, associatives et de partis se met en place. La manifestation de Lyon sera la première occasion de donner un visage militant, dans la rue, à ce regroupement.

Construire un mouvement militant

La construction d'un mouvement contre l'extrême droite, et contre le FN en particulier, est traversée par de multiples débats : entre les mouvements libertaires ou anarchistes et les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier, parfois très passives ; entre les partisans d'une « bataille des idées » et ceux du « coup de poing » ; entre ceux qui pensent que la seule réponse au FN est une « alternative politique » et ceux qui veulent agir dès maintenant...

La mobilisation de Lyon tentera de combiner tous ces aspects : le samedi, une manifestation aura lieu à 14 h, à partir de la place Jean-Macé, manifestation suivie d'un concert. Le dimanche se dérouleront de nombreux débats autour de la lutte contre l'extrême droite et pour l'égalité des droits : l'évolution du FN, la place des groupuscules, les droits des étrangers, des LGBT, des femmes, l'antifascisme dans le monde du travail, etc. Avec également une plénière sur les perspectives d'action.

Dans l'unité, la mobilisation tentera donc de rassembler tous les secteurs qui pensent qu'il faut agir aujourd'hui contre le FN. Elle sera une étape pour construire des collectifs unitaires locaux et des réseaux militants.

La mobilisation s'organise maintenant

Des autocars ou des trains sont organisés de diverses régions, en particulier en Bretagne, à Toulouse ou Marseille et en région parisienne. Dans les régions, ce sont la plupart du temps le NPA, Solidaires et les courants libertaires qui sont les éléments moteurs de la mobilisation. Mais, par exemple, sur la région Rhône-Alpes, la mobilisation est bien plus large. À l'initiative des éditions Syllepse, un appel signé par de nombreux chercheurs et auteurs relaie aussi la mobilisation. Du matériel unitaire est disponible, avec tracts, autocollants et affiches.

C'est dans les prochains jours que se décidera la réussite de la mobilisation, que chacunE va décider s'il se déplace ou non pour manifester. Cela dépend donc en partie de nous, de notre capacité à mobiliser, à remplir les cars, à construire des collectifs militants pour la réussite de la manifestation.

Antoine Larrache

Plus d'informations : <http://alyonnousfaceaufn.org>
et <http://npa2009.org/agir/contre-le-fn-lyon>

JOUYET-FILLON

Digestion difficile ?

En quelques jours, l'affaire du déjeuner entre François Fillon et Jean-Pierre Jouyet s'est transformée en une nouvelle affaire d'État, illustrant une fois encore la connivence entre la droite et la gauche et le fonctionnement opaque de l'État. Et encore une fois, Marine Le Pen est en embuscade, alors qu'elle est loin d'être différente de ceux qu'elle prétend dénoncer.

Jouyet, l'actuel secrétaire général de l'Élysée, bras droit et ami de Hollande... et aussi ancien ministre de Fillon, vient d'être pris en flagrant délit de mensonge. Il crée ainsi une nouvelle affaire d'État, fragilisant encore un peu plus Hollande. Confirmant aujourd'hui, après avoir dit l'inverse peu de temps avant, que Fillon lui avait bien demandé de faire en sorte que la justice accélère les procédures judiciaires contre Sarkozy, il valide ainsi les propos que lui prêtent deux journalistes du *Monde*.

Tambouille politique

Qu'est-ce qui est vrai, qu'est-ce qui est faux dans cette affaire, qui a manipulé qui, contre qui et au service de qui ? Au final peu importe. Dans cette nouvelle affaire, on ne retiendra globalement qu'une affaire d'intrigues de palais comme la V^e République en a connu tant et tant dans le passé des prédécesseurs de Hollande.

Au passage, cette nouvelle affaire permet à Sarkozy de se remettre en selle, lui la victime qui ne se prive pas pour dénoncer les méthodes de l'exécutif : « *Les révélations du week-end dernier me renforcent dans cette certitude, dans la conviction qu'il nous faut tourner la page de ces feuilletons écœurants où l'on veut abattre un concurrent ou un adversaire en le salissant ; c'est le contraire de l'idéal républicain* ». C'est un expert qui parle... Cerise sur le gâteau, cela lui permet de développer sa fameuse thèse : il



Gauche ? Droite ? Non, hommes d'État. DR

est la pauvre victime d'un acharnement judiciaire. « *Le pouvoir n'a-t-il vraiment rien d'autre à faire que de donner le sentiment de vouloir instrumentaliser en permanence la justice de la République ?* »... voulant ainsi faire oublier qu'il est toujours sous le coup d'une mise en examen pour corruption active !

Discrédit général

Cette nouvelle affaire montre une fois encore que la V^e République et « *la République exemplaire* » voulu par certains sont bel et bien incompatibles. Le déjeuner de Jouyet-Fillon accélère une crise politique sans précédent conjointement à la crise économique et sociale. Le discrédit des partis institutionnels, incapables de juguler la crise et qui

imposent restrictions et sacrifices, est général.

Mais en embuscade, le FN est là, attendant patiemment son tour. Pourtant, le FN fait bien partie du même monde que ceux qu'il prétend dénoncer. Une fois au pouvoir, petit ou grand, ils ne servent les intérêts que des classes dominantes comme on en a la preuve avec certains maires FN qui une fois élus, votent l'augmentation de leurs revenus... Cette V^e République est complètement disqualifiée. Il y a urgence à imposer une rupture politique radicale.

Rupture urgente

Pour commencer, il est urgent de refonder un système démocratique, qui institue, constitue de nouvelles

règles, de nouvelles lois, qui permettent la démocratie du bas vers le haut, à l'inverse des pratiques actuelles. Tant que la représentation politique restera dans les mains de quelques-unEs, celle-ci restera un métier dans lequel les beaux parleurs se bousculeront toujours pour faire carrière.

Il est aussi temps de déprofessionnaliser la politique ; interdiction du cumul des mandats ; interdiction de faire plus de deux ou trois mandats au cours sa vie pour reprendre son travail et laisser la place à d'autres ; fixation du revenu des éluEs à la hauteur du salaire moyen de la population, car il n'y a aucune raison que des mandats gagnent plus que ceux et celles qu'ils représentent ; révocabilité des élus : une proportion d'électeurs doit pouvoir convoquer un nouveau suffrage s'ils pensent que le mandat a été trahi ; désignation d'exécutifs représentant réellement les assemblées élues, etc.

Il faut instituer la transparence intégrale sur les comptes publics et imposer quelques mesures phares : annuler la dette afin que les pouvoirs publics ne soient plus otages de la dictature des marchés financiers, lever les secrets bancaires, commerciaux ou industriels, supprimer les paradis fiscaux afin que l'argent volé soit enfin réinvesti au service de tous...

Mais soyons sûrs d'une chose : de cela, entre la poire et le fromage, Fillon et Jouyet n'en ont certainement pas parlé...

Sandra Demarcq

MARINE LE PEN Première... ennemie des travailleurs

« *Marine Le Pen, premier adversaire de François Hollande selon les Français* » titrait en Une le *Journal du Dimanche*, prenant appui sur un sondage Ifop et publiant une longue interview de la présidente du FN. Sans être dupe de ces mises en scène, l'hypothèse que Marine Le Pen puisse être au second tour en 2017 et l'emporter devient un fait politique qui suscite une très légitime inquiétude.

Interrogé sur cette question, Hollande n'a pas trouvé mieux que de répondre : « *Qui pouvait imaginer dans les années 1930 ce qu'il pouvait se passer, sans faire de comparaisons trop hasardeuses ? [...] J'ai une responsabilité* ». La comparaison est hasardeuse, mais la chose vraie dans les propos de Hollande, c'est sa responsabilité, vraie mais désinvolte et cynique. Désinvolte parce qu'il comprend ce qu'est sa politique au service du Medef qui nourrit la montée des forces réactionnaires. Cynique parce qu'il s'apprête à refaire ce qu'avait fait Mitterrand en 1986 : introduire une part de proportionnelle pour les élections législatives dans le seul but de mettre la droite en difficulté.

Sur les terres de la gauche...

Ces petites manœuvres institutionnelles sont le complément d'une politique réactionnaire dont la droite extrême et l'extrême droite n'ont qu'à ramasser les bénéfices électoraux.

Cette rente électorale assurée laisse à Marine Le Pen le champ libre pour tenter de s'attirer un électorat de gauche révolté par la politique du PS. Elle ne craint pas de se prêter au jeu de l'amalgame des extrêmes qui se rejoignent, profitant des attaques étonnantes de Sarkozy : « *Marine Le Pen est d'extrême gauche, son programme économique est celui de Jean-Luc Mélenchon* ».

Elle cultive elle-même l'ambiguïté en déclarant dans l'entretien au JDD que l'extrême gauche faisait « *de bons constats* » mais qu'ils n'allaient pas « *au bout de [leur] logique* ». Elle cherche ainsi à flatter un électorat de gauche désorienté, entretient la confusion, et se donne une image dédagée de celle du père pour capter les sympathies d'un électorat qui ne se reconnaît absolument pas dans l'extrême droite. Cette confusion des genres n'est pas nouvelle. Depuis son accession à la tête du FN en janvier 2011, Marine Le Pen n'a de cesse d'insister sur les thématiques économiques et



PHOTO THÈQUE ROUGE / FRANCK HOULGATTE

sociales, plaidant pour un « *État fort* » contre une « *mondialisation ultralibérale* », « *une guerre des élites contre le peuple* ». Mais elle a beau pourfendre les « *grands patrons* », les « *oligarques* » et les « *entreprises du CAC 40 qui font de superprofits* », elle le fait au nom d'un populisme qui ignore la lutte de classes.

Pour défendre le capitalisme !

Elle ne conteste pas le système, la domination de la bourgeoisie, les inégalités sociales, bien au contraire : « *Nous ne remettons pas en cause l'économie de marché, ni les bienfaits de la concurrence si elle est loyale* », explique Marine Le Pen qui ne rêve que de les servir en maniant la démagogie « *patriotique* » contre le prétendu

capitalisme « sans frontière » pour défendre la « *restauration de la souveraineté* ».

Pariant sur l'approfondissement de la crise de l'Union européenne, elle prétend arriver au pouvoir portée par la régression sociale et politique pour mieux soumettre les travailleurs à la course à la compétitivité et à la concurrence mondialisée. L'extrême droite ou les mouvements fascistes ont toujours utilisé la démagogie nationale et sociale pour duper, embrigader les masses et briser le mouvement ouvrier. Ce dernier ne peut compter que sur lui-même, sa capacité à unir ses forces, à s'organiser, à se mobiliser pour défendre ses droits démocratiques et sociaux.

Yvan Lemaître

SYRIE La révolution résiste à Salamiyah

Si Kobané n'est pas tombée entre les mains de Daesh, c'est grâce à la résistance des forces présentes dans la ville et aux renforts des peshmergas d'Irak et de quelques bataillons supplémentaires de l'Armée syrienne libre (ASL). Mais Daesh, organisation réactionnaire, voire fascisante, contre-révolutionnaire, n'est pas la seule menace contre les villes « libérées » ou au cœur de la révolution...

Il y a Jabhat al-Nosra, frère jumeau de Daesh et affilié au groupe terroriste Al-Qaïda, Ahrar Alsham et d'autres petits groupes jihadistes. Sans oublier bien entendu le premier élément contre-révolutionnaire et de loin le plus meurtrier : le régime de Bachar al-Assad. Ce dernier achève le siège d'Alep, la deuxième ville du pays, après de longs mois de bombardements. Ses troupes reconquissent des villes autour de Hama, au centre du pays, et de Damas, dans la Ghouta.

Jabhat al-Nosra a attaqué les positions de Jabhat Thuwar Souria (le front des révolutionnaires de Syrie), une force « démocratique » de l'ASL, dans la région d'Idlib au nord-ouest du pays, le forçant à se retirer. Al-Nosra rejoue le scénario de Daesh, tentant de créer un « Émirat islamique » dans cette zone. Les combats contre Al-Nosra se poursuivent dans la région d'Idlib. Al-Nosra avance aussi vers Efrin, ville kurde à 200 km à l'ouest de Kobané, et une des trois provinces déclarées auto-administrées par le PYD.

L'âme de la révolution

Salamiyah est le symbole de la révolution populaire. Cette ville se situe au centre de la Syrie, entre Hama et Homs, s'ouvre à l'est vers le désert et l'Irak, à l'ouest vers la Méditerranée, au sud vers Damas, et au nord vers Idlib et Alep.



Elle, qui comptait 150 000 habitants avant la révolution, en compte aujourd'hui 300 000, avec la population déplacée de la campagne de Hama, et le double avec les localités aux alentours. Si cette population est à majorité ismaélienne (branche philosophique et libre penseuse du chiisme), la ville connaît historiquement une parfaite tolérance religieuse et culturelle. « Ville de la pauvreté et de la pensée », elle se distingue par un niveau culturel élevé – beaucoup de poètes et écrivains connus en sont issus – et surtout, a donné un grand nombre d'opposants. C'est le fief des partis laïques, nationalistes ou communistes. Pour ces raisons, la ville a été négligée au niveau socio-économique, et réprimée par les régimes d'Hafedh

et de Bachar al-Assad. L'éducation et une partie du système de santé y sont principalement prises en charge par des associations. Une classe ouvrière existe, qui travaille dans les usines modernes des environs de Hama, distante de 35 km.

Contre le régime dictatorial et les forces réactionnaires

Salamiyah est la troisième ville à s'être levée contre le régime en 2011. Les manifestations y sont pacifiques jusqu'à ce jour. Les coordinations révolutionnaires de base et le conseil local ont joué un rôle important dans les luttes et l'organisation de la solidarité avec les masses assiégées d'autres villes. Beaucoup de ses militants sont tombés sous les balles du régime. Leur symbole est le jeune militant

Mulhem Rustom, mort le 18 juin 2012 alors qu'il apportait avec ses camarades de l'aide alimentaire à la ville assiégée d'Al Rastan¹.

Les coordinations de base y restent vivantes, notamment celle de femmes. Des bataillons de combattants ont été créés ces deux dernières années, mais sont actifs à la périphérie, pour épargner à la ville et sa population la destruction et l'immigration.

Sous contrôle du régime, la ville résiste malgré la répression : checkpoints en ville et aux alentours, coupures d'électricité (fournie une à deux heures par jour) et d'eau (fournie un jour toutes les deux semaines)... La résistance se fait donc contre le régime dictatorial, mais aussi contre les forces de Daesh, dont les troupes avancent de l'est, contre Al-Nosra, dont les troupes avancent de l'ouest et qui a conquis le village Alsotihat, à 5 km à l'ouest. La gauche révolutionnaire, les Factions de libération du peuple (FLP), les coordinations de base, et tous les démocrates et progressistes organisent dans cette ville la lutte contre ces forces contre-révolutionnaires : elles ne passeront pas ! Cette âme de la révolution populaire syrienne a besoin d'une solidarité internationaliste sans faille.

Ghayath Naisse

1 – Vidéo de ses funérailles à Salamiyah le 23 juin 2012 : <https://www.youtube.com/watch?v=AxF70sP5Ex8>



Le monde en bref

Grèce Mobilisation de la jeunesse

scolarisée. Les effets de la crise dans l'éducation se traduisent par une diminution catastrophique des moyens (fusion d'établissements, disparition de spécialités, manque de postes...) et par une orientation sélective qui débouche sur le « nouveau lycée »... Au lieu d'avoir la seule année de terminale comme cauchemar de bachotage, les lycéens sont désormais exposés à une course permanente d'exams, avec un objectif évident : pousser au plus tôt les jeunes vers un enseignement professionnel sans autre avenir que les petits boulots mal ou pas payés. Le ministre de l'Éducation vient de suggérer que sur les 1100 postes non pourvus viennent enseigner gratuitement les profs sans emploi!



À Athènes, jeudi 6 novembre. DR

D'où une colère croissante qui a pris la forme d'occupations (plus de 500 lycées occupés en début de semaine dernière) et de belles manifs dans lesquelles défilaient côte à côte lycéens, enseignants, et aussi étudiantEs en lutte, comme à Athènes où ceux-ci s'opposent à l'autoritarisme du nouveau président de la fac.

Très inquiet de cette mobilisation, le pouvoir manie la carotte et le bâton : pas question de mesures exceptionnelles, proclame le ministre Pasok Loverdos... et dans le même temps, des élèves et des parents sont arrêtés (pour défaut de surveillance de leurs enfants!), comme à Lamia ou à Holargos où un élève de 14 ans s'est même fait tabasser pendant une garde à vue.

Si les occupations semblaient un peu moins nombreuses en fin de semaine (250 selon le ministère), il est fort probable que la mobilisation continue et, on l'espère, s'étende en cette 40^e année de la chute de la dictature. « Pain, éducation, liberté » : ce mot d'ordre du mouvement étudiant anti-junte est cet automne totalement d'actualité!

Communiqué Georges Abdallah reste en prison!

Aujourd'hui, 5 novembre 2014, le tribunal d'application des peines de Paris a rejeté la demande de libération que Georges Ibrahim Abdallah avait formulée en mars dernier.

La demande de Georges Abdallah a été déclarée « irrecevable » au motif qu'il n'a pas fait préalablement l'objet d'un arrêté d'expulsion. Le tribunal a également rejeté la demande d'effectuer une année probatoire, préalable à une libération, dans un établissement pénitentiaire plutôt qu'en régime de semi-liberté ou sous surveillance électronique, sous prétexte que Georges Abdallah n'a pas présenté de « projet » à l'appui de sa demande.

Ce simulacre de justice confirme une fois de plus le régime d'exception appliqué à Georges Abdallah depuis 30 ans. Il confirme que le maintien en prison de Georges Abdallah est une décision politique de l'État français.

L'acharnement contre Georges Abdallah, libérable depuis 1999, s'était déjà manifesté à deux reprises, lorsque des décisions de justice favorables à sa libération avaient été annulées sur appel du parquet, aux ordres du gouvernement. (...) Aujourd'hui, c'est le nouveau ministre de l'Intérieur, B. Cazeneuve, qui refuse d'ordonner la mesure d'éloignement qui aurait rendu recevable la demande de libération de Georges Abdallah. (...)

Georges Abdallah reste un militant communiste, anti-impérialiste et antisioniste. Il demeure un résistant qui n'a ni regrets ni remords à exprimer pour le combat qu'il a toujours mené et continuera de mener pour la justice et la liberté, au côté des peuples opprimés, particulièrement le peuple palestinien. (...)

Paris, le 5 novembre 2014

Le Collectif pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah (CLGIA)

BURKINA FASO Victoire populaire

La tentation fatale, ce n'est pas le titre d'un roman policier mais bien ce qui est arrivé à Blaise Compaoré. Pour se maintenir au pouvoir, il a essayé une nouvelle fois de changer la Constitution. Bien mal lui en a pris, une mobilisation inégalée de la population a fini par le faire démissionner.

Comme au Sénégal contre Wade il y a deux ans, le Burkina Faso a vu l'émergence dans la société civile d'une organisation « le balai citoyen » qui a mené cette lutte victorieuse. Cette association animée par deux chanteurs, Smockey et Sams K Le Jah, a su fédérer la jeunesse et était déjà présente dans les luttes quotidiennes contre la vie chère et les coupures d'électricité. Cette situation est d'autant plus intéressante qu'elle met sous pression l'opposition politique, composée majoritairement de transfuges du pouvoir, comme Zéphirin Diabré, l'ancien Monsieur Afrique d'Areva, même si il existe aussi une mouvance sankariste. Mais la richesse politique du Burkina Faso, c'est surtout sa société civile militante. Elle a été capable d'organiser des grandes mobilisations contre la vie chère, contre l'assassinat d'un célèbre journaliste, Norbert Zongo, ou le meurtre par la police d'un jeune lycéen en 2011.

Pour empêcher le vote sur la modification de la Constitution, la population s'est emparée de l'Assemblée nationale et s'en est pris aux propriétés et entreprises détenues par les proches du pouvoir, avec comme symbole le déboulonnage de la statue de Blaise Compaoré à



Bobo Dioulasso, la seconde ville du pays.

Le faux nez de la France

Arrivé au pouvoir par un coup d'État, en assassinant Thomas Sankara qui reste un des symboles de la résistance africaine, Compaoré va se mettre tout de suite au service de

l'impérialisme, soutenant Charles Taylor, aujourd'hui en prison pour crimes contre l'humanité, fournissant des armes à l'Unita, un groupe de rébellion en Angola soutenu par l'Afrique du Sud de l'apartheid. Après la chute du mur de Berlin, Compaoré a versé dans la diplomatie en étant médiateur dans les conflits

des pays africains. Mais cela ne l'a pas empêché de déstabiliser le pouvoir de Gbagbo en Côte d'Ivoire et de jouer un rôle trouble au nord du Mali en aidant les groupes armés. Il était le faux nez de la France en Afrique de l'Ouest, et c'est d'ailleurs Paris qui l'a exfiltré vers la Côte d'Ivoire...

La lutte victorieuse des populations au Burkina est vue avec inquiétude par les autres potentats, notamment ceux du club de la Françafrique qui eux aussi, pour garder leur pouvoir, avaient prévu de faire la même chose. Ainsi les dictatures au Togo, aux deux Congo – Brazzaville et Kinshasa –, au Tchad ou à Djibouti, se retrouvent face à leur population qui a bien compris qu'une lutte unie et déterminée peut les faire tomber. Notre vigilance et notre solidarité doivent être fortes, d'autant que le Burkina Faso est un élément essentiel dans le dispositif militaire français de l'opération Barkhane dans la bande sahélo-saharienne. À n'en pas douter, Paris va peser de tout son poids dans la période de transition politique qui s'ouvre au Burkina.

Avec Thomas Sankara, le Burkina avait suscité l'espoir pour le Continent. Trente ans plus tard, de nouveau cet espoir revit. **Paul Martial**

Les armes continuent à parler

Les interventions militaires, on sait quand ça commence, mais on sait rarement quand (et dans quelles conditions) ça se termine. C'est particulièrement vrai pour l'intervention française au Mali, et plus largement au Sahel, qui a officiellement commencé en janvier 2013 avec l'opération Serval...

Cette opération a changé de nom pour devenir l'opération Barkhane, mais aussi de siège: son quartier général est implanté depuis juillet 2014 à N'Djamena, la capitale tchadienne. En comparaison avec la situation qui prévalait encore il y a un an, elle a aussi et surtout changé d'envergure.

Opérations-interventions françaises...

À l'automne 2013, il fut encore annoncé que les troupes françaises allaient être réduites à 1000 soldats, après un maximum de 4500 hommes début 2013. Or, ce nombre a de nouveau atteint cette année en juillet les 3000 hommes depuis le début de l'opération Barkhane, puis est repassé à 4000 depuis la mi-octobre. Une annonce faite le 14 octobre dernier par le général Jean-Pierre Bosser...

Évoquant les opérations successives Serval et Barkhane, le Monde



du 23 octobre parle du « plus grand théâtre français depuis la Seconde Guerre mondiale ». Un propos qui se réfère aux théâtres d'opération extérieurs... et qui n'est correct que si on ne compte pas les guerres d'Indochine et d'Algérie, se déroulant à l'époque sur des territoires « français » !

Quoi qu'il en soit, le 29 octobre, un dixième soldat français a été tué depuis le début des opérations au Mali il y a un an et demi. Thomas Dupuy est mort au combat dans l'Adrar des Ifoghas, une chaîne de montagnes désertiques proche de la frontière algérienne.

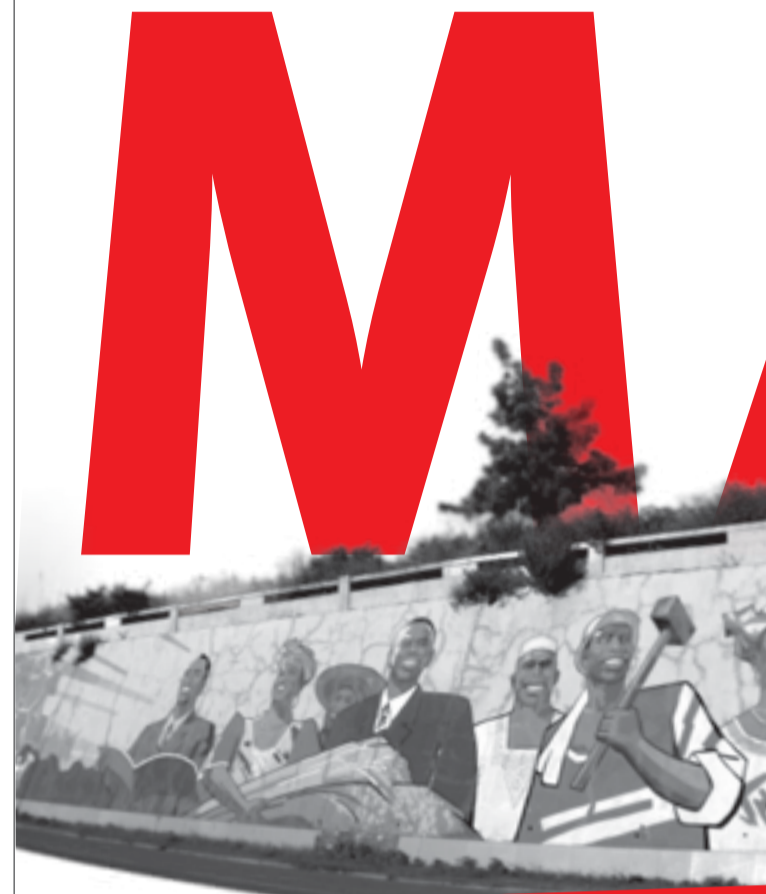
Des jihadistes toujours présents

Une partie des jihadistes que l'armée française avait prétendu chasser du nord du Mali, y sont toujours bien présents. D'autres, en revanche, se trouvent plutôt dans le sud de la Libye, où les groupes armés du Sahel ont pu trouver un ancrage, mais se déplacent à travers la région.

Le 3 octobre, ce sont ainsi neuf soldats nigériens de la « Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali » (Minusma) qui ont été tués dans le nord du Mali. En

septembre dernier, c'étaient dix soldats tchadiens.

Entre fin mai et mi-septembre 2014, au total 28 attaques armées émanant de groupes rebelles et/ou jihadistes contre la Minusma ont été enregistrés dans le Nord du Mali. Par ailleurs, le 23 septembre, on a appris qu'un Touareg dénommé Hama Ag-Sid Hamed, auparavant enlevé par des jihadistes – probablement par AQMI (« Al-Qaïda au Maghreb islamique ») – avait été tué. Ses ravisseurs lui avaient coupé la tête pour l'accrocher sur la place du marché de la petite ville de Zouera...



État de guerre

Ancienne colonie du Soudan français, le Mali est devenu l'a vu ces derniers mois – à y jouer un rôle essentiel l'État malien et certains groupes armés, questions nous revenons ici sur quelques aspects centraux du Mali. Réalisé par un camarade qui a séjourné au Mali en août et septembre, bulletin de soutien aux combats sociaux et politiques sur le

Quels enjeux aux négociations d'Alger?

Depuis ce 1^{er} septembre, des négociations sont en cours à Alger, où une quarantaine de délégués représentant l'État malien, mais aussi les « organisations de la société civile » et les groupes armés, se font face. À l'heure où ces lignes sont écrites, les négociations directes sont suspendues pour reprendre le 17 novembre. L'enjeu principal: l'autonomie pour les régions du nord du Mali, et si oui, sous quelles formes?

Pour l'État central, mais aussi pour de larges pans de la société au centre et au sud du Mali, un statut particulier du Nord (« autonome ») serait inacceptable, cela sans même parler d'une séparation et d'une indépendance des régions du Nord. Les habitants du Sud argumentent, en général, que les problèmes économiques et sociaux, de pauvreté et de mal-développement, se posent dans toutes les parties du pays, et pas uniquement dans les régions situées au Nord. Sous certaines conditions, une décentralisation serait acceptée, mais avec des règles générales appliquées à l'ensemble des régions, et donc pas de statut particulier.

Autonomie... et trafics

Du côté des groupes armés, il existe des intérêts différents. Les jihadistes ne sont pas directement assis à la table de négociations à Alger, mais le HCUA (« Haut conseil pour l'unité de l'Azawad »), qui participe aux pourparlers, se coordonne avec eux. Il constitue la vitrine civile du mouvement islamiste malien Ansar ed-Din (« défenseurs de la religion »). Par ailleurs, le mouvement, séparatiste mais non islamiste, MNLA (« Mouvement national de libération de



Des troupes armées du MNLA dans le nord du pays. DR

l'Azawad »), soutenu par certains membres de la population Touareg, négocie sur ses propres bases. Fin août, les groupes touareg (MNLA) et jihadistes s'étaient coordonnés à Ouagadougou, pour décider qu'ils ne parleront que d'une seule voix. Le choix de la capitale burkinabé n'était pas un hasard: c'est la ville où le MNLA possédait sa principale base arrière. Une base dont il risque d'être désormais privé, après la chute de Blaise Compaoré fin octobre. Le renversement du

président Compaoré lui fait perdre un soutien de taille, ce pilier de la Françafrique ayant en effet longtemps apporté un soutien décisif aux dirigeants du MNLA. Les séparatistes du MNLA utilisent un langage de « libération nationale », rappelant le vocabulaire de mouvements anticolonialistes et souvent progressistes dans le passé. Cependant, la réalité est plus prosaïque. Le principal enjeu pour les groupes armés, tels qu'ils existent, est de voir aménagée une zone, dans le nord du Mali,

qui échappe au contrôle de l'État central malien. Leur intérêt est de maintenir ou de développer, sans être dérangés, les trafics divers qui prospèrent dans la zone saharienne: ainsi, certaines des principales routes mondiales de la drogue (pour le transport de la cocaïne de l'Amérique du Sud, arrivant par les ports de la Guinée-Conakry ou de la Guinée-Bissau, avant de partir vers l'Europe) passent par là. Mais aussi des trafics d'armes, de cigarettes, d'otages, et de plus en plus de migrants placés – bien malgré eux et elles – sous l'emprise de cartels et de « passeurs ».

La paix des armes?

Au cours de l'été, l'État malien avait fait comprendre qu'il pouvait être prêt à intégrer par exemple une partie des troupes du MNLA dans les organes de l'État, notamment dans l'armée. Le MNLA a revendiqué, en réponse, l'intégration de 3000 de ses hommes dans les rangs de l'armée et l'attribution de 100 postes de généraux (ce qui nécessiterait le doublement des postes actuellement disponibles...). Si le chiffre fera sans aucun doute l'objet de négociations – à la baisse –, le principe même pourrait éventuellement faire l'objet d'un accord.

Toujours est-il qu'un tel mécanisme pourrait être accompagné de différentes modalités. Ainsi, les groupes armés eux-mêmes souhaiteraient disposer de leurs propres unités de l'armée, formées à partir de leurs combattants, qui contrôlèrent de larges parties du Nord sous leur propre responsabilité. Cela équivaudrait peu ou prou à la situation qui prévalait suite aux accords d'Alger de 2006, conclus avec une rébellion précédente du Nord-Mali, et jusqu'à la crise aiguë de 2011-2012. Certaines unités entières de l'armée avaient alors rejoint le MNLA, avec armes et bagages. À l'inverse, certains observateurs du Sud seraient pour accepter l'intégration de combattants du MNLA dans l'armée malienne... mais à condition qu'ils soient ensuite répartis sur le reste du territoire national, dans un « mix » des troupes à travers le pays.

Par ailleurs, le gouvernement central a déclaré que le principe même de l'« unité de la République » et son caractère laïque – les deux étant inscrits dans la Constitution – étaient intouchables, c'est-à-dire non négociables. Bien entendu, ce dernier point est contesté par les groupes islamistes et jihadistes.

L'économie gouvernée

La situation financière de l'État malien, le FMI (Fonds monétaire international) malheureusement toujours défavorable dans la division

Ainsi, sur l'une de ses richesses principales, l'or, l'État malien touche au maximum 15% sur les bénéfices d'exportation des groupes capitalistes qui l'exploitent (européens, canadien, sud-africains...). La plupart des biens exportés par le Mali ne subissent aucune transformation sur place, la plus-value résultant de la transformation étant réalisée ailleurs.

Industrie liquidée

Pendant la première décennie qui a suivi l'indépendance de 1960, le gouvernement de Modibo Keita – renversé par l'armée en novembre 1968 – avait tenté d'y remédier, en substituant les produits d'une économie nationale aux importations (et aux exportations de bien non transformés). Or, après le putsch de fin 1968, la plupart des « expériences socialistes » ont été arrêtées et leurs produits liquidés. Il restait un certain nombre d'entreprises nationales, parfois productives, comme la Huicoma (pour « Huileries et cotonneries du Mali ») à Koulikoro, à soixante



re, état des lieux

Dossier réalisé par Bertold du Ryon

venu indépendant le 22 septembre 1960... mais notre impérialisme continue – comme on l. Intervention militaire française au Mali – toujours en cours –, négociations à Alger entre économiques (avec au cœur le rôle du FMI) et front social: sans prétendre à l'exhaustivité, contemporain.

septembre 2014, ce dossier est publié dans l'Anticapitaliste, et dans *Afriques en lutte*, continent africain publié par des militantEs anticapitalistes dont des camarades du NPA.

omie... et la « bonne finance » du FMI

'État malien s'est quelque peu améliorée depuis la fin septembre. À cette date, international) a repris sa coopération avec le gouvernement malien, qui reste s autant dépendant de crédits extérieurs, puisque le pays occupe une place très on du travail internationale du capitalisme.

kilomètres de la capitale Bamako. Celle-ci transformait les grains du coton en huile, savons et d'autres produits transformés. Or, objet d'une privatisation de type mafieuse au profit d'un riche homme d'affaires malien, cette unité a été cassée en 2008. Les travailleurEs ont été licenciés, mais grâce à une lutte longue et exemplaire d'environ deux ans, ils/elles ont pu partir avec des indemnités substantielles. Récemment, en septembre 2014, le gouvernement malien a entre-temps publiquement évoqué l'idée d'un investissement public pour faire redémarrer la production de la Huicoma. Il reste à confirmer l'annonce par des actes...

Sous pression de la finance internationale

Le FMI avait sanctionné le gouvernement malien, lui reprochant une absence de « bonne gouvernance » : il aurait dilapidé l'argent public, ainsi que celui qui avait été emprunté. Cette critique était en partie fondée, dans la mesure où le président « IBK » (Ibrahim Bou-bacar Keïta), élu en août et arrivé

au pouvoir en septembre 2013, s'était dépêché de faire acheter un deuxième avion présidentiel flamboyant neuf. Le précédent avion ne semblait pas assez bon à ses yeux ou à ceux de son entourage. Or, l'achat de cet Airbus, pour une somme d'environ trente millions de dollars, a donné lieu au versement de multiples et juteuses « commissions » à différents intermédiaires... Ce type d'enrichissement plus ou moins mafieux – que connaissent aussi sous d'autres cieux les Pasqua, Sarkozy, Guéant ou Takied-dine... – est bien entendu hautement critiquable. Cependant, il avait permis au FMI, mais aussi à l'Union européenne et à d'autres représentants des grandes puissances, de s'ériger en donneurs de leçon, à propos des bonnes manières de gérer l'argent public. Or, en réalité, ce sont surtout les dépenses publiques en matière de santé, d'éducation... qui sont dans la ligne de mire d'institutions telles que le FMI : pas question de laisser filer cette dépense socialement utile!

Au mois de septembre 2014, le FMI a cependant considéré qu'il avait

suffisamment montré ses muscles et que sa leçon avait apparemment été comprise par les premiers intéressés. Depuis, la « coopération » a redémarré : l'« aide budgétaire » et de nouveaux emprunts permettant au gouvernement maliens de rembourser les anciens crédits et de payer le service de la dette (taux d'intérêt, etc.). Cela ne permettra nullement au Mali de sortir de la dépendance structurelle, dans laquelle les grandes puissances voudraient le maintenir. N'oublions pas qu'en mai 2013, à la fin de la première phase de guerre, plusieurs puissances internationales réunies à Bruxelles avaient « généreusement » promis d'apporter une aide financière au Mali. À l'époque, cela était présenté comme s'il s'agissait de dons. Or, il s'est avéré par la suite qu'au moins une partie des sommes en question (dont 25% de l'argent mis sur la table par l'exécutif français) correspondait à des crédits, remboursables et conditionnés. L'une des conditions était que le Mali ne doit surtout pas arrêter de payer sa « dette », aussi illégitime qu'elle puisse être...

Pour tout l'or du Mali...

En Europe, on a l'habitude de considérer le Mali – parmi d'autres États de la région – comme « un pays pauvre ». Or, ce pays compte évidemment des richesses qui, si les fruits de leur exploitation étaient moins inégalement distribués, pourraient garantir une vie plus décente à des millions de ses habitantEs.

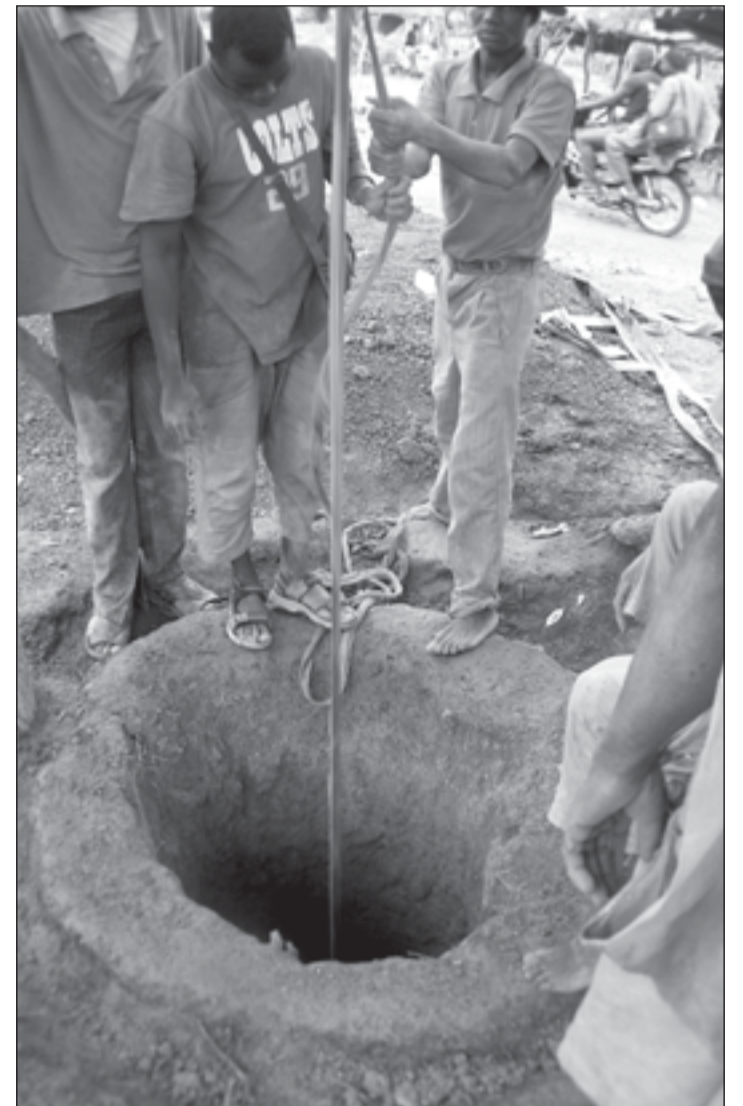
À u 14^e siècle, plus précisément en 1324 et 1325, l'Empereur du Mali de l'époque a provoqué une inflation mondiale et ruiné les économies de certaines régions qu'il traversait, en raison de sa richesse propre immense. Appelé Kanga Moussa, l'homme fut à la tête d'une monarchie qui portait bien déjà le nom de « Mali », mais dont les frontières étaient différentes de celles d'aujourd'hui. Le site Slate Afrique a ainsi affirmé que ce monarque était « l'homme le plus riche de l'histoire et de la planète », en calculant son pouvoir d'achat et en tenant compte de l'inflation survenue depuis. Lorsqu'il se rendit en pèlerinage à La Mecque, ce monarque transportait avec lui tellement d'or (selon la légende, 80 chameaux portant chacun 150 kg d'or) qu'il allait provoquer une chute brutale du cours de l'or au Caire.

La raison de cet impact économique résidait dans les richesses aurifères du Mali. Or, les choses n'ont pas tellement changé : on extrait toujours le métal jaune au Mali et dans toute la région. Le véritable centre géologique des concentrations en or se trouve plutôt au Ghana, plus au sud, mais l'érosion naturelle et l'œuvre des rivières ont fait que des portions importantes du métal précieux ont été transportés vers le nord. On en trouve donc sur toute la bande allant de la Guinée au Burkina Faso, en passant par le Mali (dans ses frontières actuelles).

Qui en profite ?

Mais à la différence de ce qui se passait il y a 700 ans, l'État malien ne profite plus guère de son extraction. Le gouvernement a même du mal à faire respecter aux multinationales la règle selon laquelle 15% du bénéfice (au maximum) doivent revenir au pays. Ainsi, on projette actuellement la fermeture de la Morilla pour 2015 en raison d'un désaccord persistant entre l'État et l'entreprise concernant les masses extraites et la somme devenant revenir aux autorités maliennes. Une réouverture ultérieure semble cependant envisagée... avec une exploitation par d'autres firmes.

Tout autour des mines « officielles » se sont greffés les campements des orpailleurs « sauvages », dont l'activité ferait vivre, selon des chiffres des autorités, jusqu'à deux millions de Maliens. Grâce à ce travail potentiellement dangereux, les chercheurs et chercheurs d'or font vivre leurs familles ou financent leur scolarité, leurs études. Or, début septembre dernier, 16 jeunes orpailleurs ont trouvé la mort, à Kangaba (près de la frontière guinéenne), dans l'effondrement de leur trou. Depuis, le gouvernement a tenu des assises le 18 septembre pour définir une « meilleure régulation » du secteur. À côté de mesures positives (ainsi l'interdiction du mercure, particulièrement dangereux sur le plan



Des orpailleurs au travail. DR

écologique, et d'autres substances chimiques, l'interdiction du travail des enfants...) se profilent cependant des mesures restrictives qui visent à écarter les orpailleurs du business juteux. De plus, la proclamation d'une interdiction de creuser dans le sol aux ressortissants des pays voisins (Guinée, Liberia, Burkina Faso) est particulièrement

critiquable, d'autant plus qu'il y a tout autant de Maliens qui tentent leur chance dans ces mêmes pays voisins. Quand la rumeur annonce que des quantités importantes d'or sont à découvrir, toutes les personnes qui participent à l'activité se déplacent d'un pays à l'autre, que ce soit du Mali vers la Guinée, ou de la Guinée vers le Mali, etc.

Le pays en grève générale

Les 21 et 22 août derniers, l'UNTM (Union nationale des travailleurs maliens) a appelé à une grève générale. Celle-ci a été très bien suivie.

Plus de 95% dans les secteurs où le salariat « formel » est la règle – donc en dehors du très large secteur « informel » et de l'économie de subsistance –, tels que les transports publics ou les administrations. L'UNTM n'est pas un syndicat de lutte de classe, mais plutôt un appareil bureaucratique dont la direction reste liée à l'État. Mais arrivé il y a moins d'un an, le nouveau bureau était obligé de « faire ses preuves » vis-à-vis d'une base socialement impatiente. À côté de revendications salariales

plus « classiques », la centrale syndicale a aussi défendu des revendications qui concernent toutes les classes populaires, au-delà du salariat (au sens strict). Ainsi l'UNTM a-t-elle demandé une baisse des tarifs pour l'eau potable et l'électricité, qui venaient d'augmenter de 20% parce que le FMI avait exigé du gouvernement qu'il arrête de « subventionner » ces services... Jusqu'ici, l'UNTM n'a pas su imposer la satisfaction de ses revendications. Une nouvelle grève générale n'est actuellement pas exclue.

PSYCHIATRIE

Quels chemins pour la résistance ?

500 participants – professionnels de la psychiatrie, membres d'associations de patients, de familles, de fédérations syndicales, de partis – se sont retrouvés à Montreuil le 1^{er} novembre au meeting de résistance organisé par le Collectif des 39 (cf. interview dans l'Anticapitaliste n°261).

Le constat sur l'état de la psychiatrie a été quasi unanime, deux ans et demi après l'arrivée au pouvoir de Hollande. Si la violence des propos sécuritaires s'est atténuée, rien n'a changé sur le fond.

Les moyens du service public de psychiatrie s'étiolent, et la logique du management et de l'hôpital entreprise tuent les pratiques innovantes et respectueuses fondées sur la relation avec le patient. Débattu début 2015, le projet de loi de santé démantèle un peu plus la psychiatrie publique. Il a été l'objet de vives critiques et son retrait exigé.

Franchir une étape

La question posée, dans la dernière partie de la réunion fut celle des moyens d'action. Les participants sont tombés d'accord pour faire signer un appel, tenir une conférence

de presse et intervenir auprès du ministère afin d'exiger le retrait du volet psychiatrie de la loi Tournet et réclamer une « loi cadre » sur la psychiatrie, une loi qui serait élaborée avec les professionnels. Il a aussi été décidé de tenir ensemble des assises

décentralisées pour élaborer des alternatives. Mais peut-on en rester là ?

Dans sa déclaration¹, mentionnant la mobilisation qui se construit autour de la Convergence des luttes contre l'Hôstérité, le NPA a souligné « l'obligation de passer à une nouvelle étape dans la construction d'un rapport de forces, à la hauteur de l'intransigeance gouvernementale ». Une préoccupation exprimée par une partie des organisations présentes, et qui rencontra également un écho parmi les participantEs.

Correspondant

1 – Disponible sur le site santé sécu du NPA :

<http://sante-secu-social.npa2009.org/spip.php?article5182>



SNCM Comment saborder le service public...

Depuis le mardi 4 novembre, la SNCM est en dépôt de bilan. Une étape décisive dans une longue course vers la liquidation de l'ancienne Compagnie générale transméditerranéenne, chargée depuis 1976 d'assurer la « continuité territoriale entre la Corse et le continent » dans le cadre d'une convention de vingt-cinq ans destinée à aligner ses tarifs sur ceux de la SNCF.



Il y a quelques mois, la grève à la SNCM. DR

C'est une longue histoire... En 1976, l'entreprise assure 82% des parts de marché entre les ports continentaux et la Corse. Mais ce quasi monopole public fait des envieux dans un moment où « privatisation » est le maître mot de tous les gouvernements.

Retour en arrière

Les grandes manœuvres commencent en 2003 : l'État procède à une augmentation de capital pour « sauver l'entreprise ». En contrepartie, la Commission européenne « impose » des cessions d'actifs dont une partie de la flotte. À ce moment, la SNCM représente 54% des parts de marché sur les liaisons continent-Corse. En 2004, longue grève à l'initiative du Syndicat des travailleurs corses (STC) pour des augmentations de salaires et la « corsisation » des emplois. En 2005, grève dure CGT-STC, contre le projet de privatisation : occupation des

bateaux, séquestration du PDG, blocage du port de Marseille, et détournement du Pascal-Paoli, « repris » par le GIGN¹.

En 2006, sous le gouvernement De Villepin, le fonds Butler Capital Partners et Veolia Transport achètent 66% de la compagnie, 25% restant à l'État et 9% revenant aux salariéEs. Auparavant, l'État avait injecté 220 millions au titre de la recapitalisation et d'une avance de trésorerie destinée à financer un éventuel plan social. Ce montage, qui a permis à Butler de retirer une très confortable plus-value, est aujourd'hui remis en cause par le principal actionnaire, Transdev, filiale de Veolia et de la Caisse des dépôts².

Le coup de grâce ?

Cette échéance vient après le moratoire accepté par les salariéEs pour mettre fin à la longue et difficile grève de plus de 17 jours en juin et juillet derniers pour s'opposer à cette casse du

service public et à la destruction de l'emploi. Même si la société dispose encore d'une trésorerie substantielle, elle a été obligée de se déclarer en cessation de paiement car son actionnaire majoritaire, Transdev, a exigé le remboursement anticipé de prêts à court terme : 103 millions d'euros pour Transdev et 14 millions d'euros pour Veolia.

Le comité d'entreprise de la SNCM a refusé le 3 novembre de se prononcer sur le dépôt de bilan, mais la direction de la compagnie a passé outre, vidant de toute réalité la médiation de Gilles Bélier mise en place par le gouvernement après la grève du début de l'été.

Après avoir reçu la direction et les représentants désignés du CE le 12 novembre, le président du tribunal de commerce de Marseille aura alors 45 jours pour décider du sort qu'il réserve à la compagnie. Le plus probable est un redressement judiciaire, avec un administrateur judiciaire³ qui va prendre en main la gestion quotidienne de la compagnie avec trois possibilités : soit l'entreprise est jugée viable et sort de la procédure par un plan de continuation, soit – c'est le plus probable – elle est liquidée ou cédée.

Dans ce cas, l'État et Transdev défendront l'idée d'une discontinuité juridique susceptible d'effacer les demandes de remboursement de l'Union européenne. Une partie des actifs de la SNCM serait cédée à un repreneur, et le reste serait liquidé...

Services publics du transport

Mais trois questions se posent : que devient la délégation de service public sur la liaison Marseille-Corse ? Qui va payer les salaires ? La SNCM et l'État devront-ils rembourser les sommes (440 millions d'euros) allouées dans le cadre de la privatisation ? Sur ces dossiers, dédales et lenteurs juridiques, tractations politiques entre les institutions européennes et le gouvernement peuvent faire traîner leurs résolutions. Transdev espère que l'AGS⁴ prendra en charge les salaires de novembre « alourdis » des primes de fin d'années. Des années de guérilla juridique en perspective, d'autant plus que Corsica Ferries, à l'origine de toutes les condamnations européennes de la SNCM, ne va pas lâcher l'affaire.

Au total, depuis des années les gouvernements ont joué la carte de la privatisation de ce service public. Corsica Ferries, concurrent low cost, bénéficie à la fois des aides de l'État, de conditions de travail et de salaire imposées aux salariéEs pour prendre des parts de marché. Si des repreneurs se sont fait connaître, ce sont plus les bateaux et la délégation de service public qu'ils visent que les salariéEs. La bataille pour l'emploi ne fait que (re)commencer. Et comme à la SNCF, comme à Air France, les batailles pour l'emploi, l'existence et la qualité du service public sont indissociables.

Robert Pelletier

1 – Une lutte souvent restée isolée, tant sur le port de Marseille que nationalement. Souvenons-nous de Bernard Thibault se rendant à l'Élysée rencontrer De Villepin... au moment où le GIGN investissait le Pascal-Paoli.

2 – Transdev : groupe d'un chiffre d'affaires de 6,6 milliards d'euros qui se prépare à la libéralisation du transport en autocar et demande au gouvernement la possibilité de concurrencer la SNCF pour l'exploitation des trains régionaux (TER).

3 – Il est probable que ce soit M^e Emmanuel Douhaire, connu pour avoir fermé toutes les boîtes de réparation navale depuis 1978...

4 – Association pour la gestion du régime des créances des salariés, organisme patronal financé par des cotisations patronales.

TRAVAILLEUR-E-S SANS-PAPIERS (75) Boulevard de Strasbourg, l'occupation continue

Le jeudi 6 novembre, la justice a rendu son verdict : les salariéEs sans-papiers, qui occupent, depuis près de 4 mois le salon de beauté parisien du 57 boulevard de Strasbourg, ne seront pas expulsés (voir interview dans l'Anticapitaliste n° 256).

Le propriétaire des murs, à l'origine du procès, a été débouté, la magistrature estimant qu'il n'y avait pas lieu à référé. Ce dernier peut cependant faire appel. La joie était à son comble parmi les grévistes et leurs soutiens syndicaux et politiques. C'est plusieurs semaines de gagnées afin que la justice, saisie de quatre plaintes dont une pour traite d'êtres humains, fasse son travail, et que l'occupation, moyen de pression sur les pouvoirs publics, perdure.



L'occupation du 57 continue... DR

Une mobilisation inédite

Appel de soutien d'intellectuels et de chercheurs (dont Edgar Morin), présence

accrue des grévistes dans les médias, film du collectif des cinéastes pour les sans-papiers (dont Josiane

Balasko)¹... Il n'y a guère que le préfet et le gouvernement pour ne pas les entendre ! Cette lutte inédite, qui marie reconnaissance des droits sociaux et régularisation administrative, doit réussir. C'est d'ailleurs bien ce qui inquiète la mafia des salons de beauté implantés dans le quartier et qui nécessite un constant soutien militant. À suivre.

LD

1 – <http://www.collectifdescineastes-pourlessanspapiers.com>

SANTÉ

Contre l'« Hôstérité », la Convergence continue !

Le gouvernement persiste à imposer « l'Hôstérité » ? Le mouvement continue de plus belle. Deux mois après le rassemblement devant le ministère de la Santé du 23 septembre, la Convergence des hôpitaux contre l'Hôstérité appelle à une nouvelle manifestation nationale à Paris le mardi 18 novembre.

La situation exige plus que jamais la construction d'une véritable lutte nationale et coordonnée de tous les établissements face à des conditions de travail chaque jour plus insupportables, à des attaques plus dures contre l'hôpital public et à l'aggravation de l'austérité gouvernementale, austérité

confirmée pour 2015 par le Projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) actuellement en débat au Parlement. Avec les 2% d'augmentation des budgets hospitaliers (il faudrait au moins 4% pour reconduire les moyens insuffisants existants), les coupes budgétaires vont encore tomber, avec à la clé les réductions

JEUNESSE En colère contre les violences policières!

Après l'annonce de la mort de Rémi Fraisse, tué par la police sur le site de la contestation du barrage de Sivens, des milliers de lycéens de Paris sont descendus dans la rue jeudi 6 novembre. Plus de 28 lycées bloqués, et un cortège dynamique pour exprimer sa colère suite à la mort d'un jeune manifestant et contre la répression et la police.

Être responsable de la mort de Rémi Fraisse n'a pas suffi au gouvernement. Le pouvoir a délibérément masqué les circonstances de sa mort pendant 48 heures pour étouffer l'affaire! Et Hollande s'est permis de déclarer devant des millions de personnes qu'il fallait encore attendre pour faire la lumière. C'est une insulte à Rémi Fraisse et sa famille, mais aussi à tous ceux qui ont partagé son combat et contestent la politique de ce gouvernement. La seule réponse du gouvernement à la jeunesse qui se mobilise est d'accroître la spirale de la violence. Le droit de manifester est de plus en plus remis en cause par le choix politique d'interdire des manifestations, de faire intervenir systématiquement tout un arsenal policier et militaire contre ceux qui contestent la répression des mouvements sociaux. À Toulouse samedi dernier, la police a bloqué et gazé pendant une heure et demie la manifestation pacifique qui s'y déroulait.

Si le pouvoir tape aussi fort, c'est parce qu'il n'a que cela pour faire passer sa politique. Le gouvernement de Valls et Hollande ne roule que pour les riches et les patrons. Les politiques d'austérité cassent l'éducation. Dans les universités est annoncée une baisse des budgets de 20%... et dans le même temps les cadeaux aux plus riches et aux grands patrons ne font qu'augmenter.

La répression est un outil pour faire taire tout ceux qui remettent en cause cette logique. Ce sont les travailleurEs qui luttent contre les licenciements qui en sont victimes dès qu'ils font grève. Ce sont aussi les jeunes dans les lycées et les quartiers populaires qui se révoltent contre la précarité et le chômage.

Contre la répression et la politique du gouvernement, manifestons!

L'État n'est jamais du côté de la majorité de la population. On n'a jamais vu un patron poursuivi en justice même quand il ne respecte pas la loi. Alexis Antoine, gréviste il y a quelques années dans l'entreprise Molex, expliquait: «*Quand le patronat bafoue quatre décisions de justice comme ce fut le cas chez nous à Villemur-sur-Tarn, quand des patrons voyous décident de séquestrer les salariés en les empêchant de travailler et de rentrer dans leur usine malgré une ordonnance du juge, pas de trace des forces de l'ordre pour expulser la milice privée des dirigeants de Molex, pas de trace du moindre respect de la loi.*»

Nous avons été plusieurs milliers la semaine dernière à descendre dans la rue, il faut continuer cette mobilisation. Nous voulons nous

battre pour le droit élémentaire de pouvoir manifester notre désaccord dans la rue, contre la politique du gouvernement. Nous voulons nous battre contre la répression des mouvements sociaux et pour que la vérité et la justice soit faite pour Rémi Fraisse. Nous voulons nous battre pour que Cazeneuve s'en aille du pouvoir puisqu'il est, en tant que ministre de l'Intérieur, responsable de cette mort et de la répression. La jeunesse n'a pas dit son dernier mot, et de nouvelles manifestations s'organisent déjà dans les lycées et les universités pour continuer le combat.

JB et Damien



À Paris le 8 novembre, des lycéens manifestent contre les violences policières et la mort de Rémi. PHOTO: THÈQUE ROUGE / JMB

MÉDECINE DU TRAVAIL La santé des salariéEs bafouée?

Sous couvert des nouvelles mesures du « choc de simplification », le gouvernement compte s'attaquer au premier semestre 2015 à la médecine du travail, dans le droit fil des désidératas du patronat.

En premier lieu, il s'agirait, sous couvert d'une statistique bidonnée (un taux de visite de 15% alors qu'il est en fait de 70%) de confier les visites médicales obligatoires aux médecins généralistes. Le gouvernement veut également clarifier la notion d'aptitude avec réserves, au motif que certaines restrictions constitueraient une inaptitude de fait. En classant demain sommairement les salariéEs entre aptes et inaptes, il en serait fini ou presque de l'obligation de mutation ou d'adaptation d'un poste de travail compatible avec la santé du salariéE jugé inapte à son précédent emploi... Et les prestations,



DR

actuellement prises en charge par les employeurs, seront-elles à la charge de la Sécurité?

De droite à gauche

De la sorte, on veut davantage miner la spécificité de la médecine du travail qui, outre une formation spécialisée, peut émettre des préconisations qui s'imposent à l'employeur.

Ces attaques ne sont pas nouvelles: ainsi, la droite, en son temps, avait fait passer le délai de la visite périodique, sauf surveillance médicale renforcée, de un à deux ans. La prétendue gauche, elle, ne se contente pas seulement de gérer la pénurie des services de santé au travail, mais elle veut répondre à « l'insécurité juridique » que subiraient ces pauvres patrons... les mêmes qui menacent de descendre dans la rue début décembre, alors qu'Hollande et sa politique les gavent comme jamais! Syndicats de médecins du travail et salariéEs doivent s'unir pour contrer cette funeste réforme.

LD

CALAIS Un « centre d'accueil » en trompe-l'œil

En août dernier, Bernard Cazeneuve exprimait son refus de « créer [...] un nouveau point de convergence des migrants » à Calais, précisant: « Je ne peux pas à la fois démanteler les filières d'immigration irrégulière et organiser les conditions pour que les trafics continuent. » Imparable logique dans le registre du « on ne veut pas de ces gens-là chez nous ».

Pourtant, lundi 3 novembre, en visite dans cette ville, il annonçait la création d'un centre d'accueil de jour, bénéficiant d'un budget de plus de 3 millions d'euros avec subvention de l'Union européenne. Pourquoi cette volte-face? La réponse est dans les termes mêmes de la demande de la maire UMP. Évoquant la situation de sa ville « soumise à une pression intenable par la présence plus nombreuse que jamais de migrants sur notre sol, en plein centre », elle souhaitait « la création d'un centre éloigné des habitations des riverains » et indiquait que « ce centre ne pourrait être que sous la responsabilité de l'État (...) et devrait rester de dimensions raisonnables pour éviter toutes dérives »...

C'est exactement ce qui vient d'être acté. De quoi fonder un certain nombre d'associations à observer dans un communiqué commun qu'il ne s'agit en fait que « d'éloigner migrants et migrants du centre de la ville et de les assigner à l'invisibilité. Un ghetto en quelque sorte ». On ne saurait mieux dire.

Ciblage gouvernemental

Le cap de la politique du gouvernement est maintenu, avec le renforcement d'un dispositif policier qui compte désormais 450 policiers et gendarmes pour 75 000 habitants et un peu plus de 2000 migrants...



Cazeneuve et la maire UMP de Calais, le comité d'accueil... DR

Au niveau national, dans l'attente d'un projet de loi sur l'immigration dont il n'y a rien de bon à attendre, la toute dernière initiative du pouvoir est révélatrice: à la sauvette, à l'occasion de l'adoption de la loi sur le terrorisme par le Sénat, le gouvernement a glissé un amendement qui permet l'interdiction administrative d'entrée sur le territoire d'un ressortissant d'un pays de l'UE, ou de tout membre de sa famille, dont la présence constituerait « une menace réelle, actuelle et suffisamment grave pour un intérêt fondamental de la société ». Formulation des plus vagues dont des juristes ont déjà estimé qu'elle ouvrirait par exemple la voie à des mesures contre les Roms accusés de « mendicité agressive ». Vous avez dit terrorisme?

Cette orientation est bien une politique raciale dont sont aujourd'hui victimes au premier chef les Roms et les musulmans, figures emblématiques des classes dangereuses. Les réfugiés des pays en guerre et ultra-paupérisés sont des cibles elles aussi toutes désignées de cette guerre aux pauvres, nourrie par le fantasme du « choc des civilisations ». Nous devons démêler l'écheveau pour poser les bases d'une contre-offensive.

François Brun



Banderole dans la précédente manifestation du 23 septembre. PHOTO: THÈQUE ROUGE / MILO

d'effectifs, les suppressions de RTT, les restructurations... Le Parlement s'apprête à voter en début d'année prochaine la loi Touraine, une

« super loi Bachelot » qui va imposer les regroupements d'établissements et accélérer la destruction du service public de proximité au profit du secteur privé

et libéral. C'est aussi une attaque sans précédent contre la psychiatrie publique dont les salariéEs sont à la pointe des luttes actuelles.

Comme si cela ne leur suffisait pas, encouragés par les reculades et les capitulations du gouvernement, les cliniques privées et les médecins libéraux s'apprêtent à manifester pour aller « plus vite et plus fort » dans la privatisation des soins.

Garder le cap

L'approche des élections professionnelles du 4 décembre qui mobilisent les équipes syndicales est peu favorable à l'unité. Ce n'est donc pas la période la plus propice à une mobilisation. Pourtant, malgré le coût financier et la fatigue des déplacements, le 18 novembre sera une nouvelle journée de grève. Les manifestantEs, venus de toutes les régions, vont à nouveau converger vers la capitale, et se rassembleront dès midi

gare Montparnasse pour partir ensuite en manifestation vers l'Assemblée nationale où ils rejoindront le rassemblement de la fonction publique (CGT-FSU-Solidaires). La vitalité de ce mouvement lui est donnée par l'écho qu'il trouve au sein des établissements où les équipes syndicales le construisent. Sur le terrain, les militantEs le confirment: il existe une large sympathie qui se traduit par exemple par le port et la vente du badge dans les services. Si à chaque fois, ce sont des équipes syndicales CGT ou SUD qui impulsent, elles voient avec satisfaction des salariéEs syndiqués ou non s'impliquer dans la construction d'un outil dans lequel ils mettent un espoir, et participer de manière dynamique aux mobilisations. Ce fut le cas lors de la journée du 16 octobre, ou encore le 4 novembre lors de l'action des salariéEs de l'EPSM de Caen, qui, avec leurs collègues des hôpitaux du

Calvados et le comité de défense de l'hôpital d'Avranches-Granville (Manche), ont envahi le congrès de la FHF (le « Medef » des directeurs d'hôpitaux) au Mémorial de Caen, et l'ont empêché de se tenir! Hors la fédération SUD Santé Sociaux et ses militantEs, l'absence de tout soutien, pour ne pas dire l'hostilité déclarée, des directions des principales fédérations syndicales CGT-CFDT-FO, constitue un frein à la dynamique de ce mouvement. Mais si elle parvient à franchir ce nouveau cap, à se structurer, à s'élargir aux salariéEs des cliniques privées et de l'action sociale et médico-sociale, et à se fixer de nouveaux objectifs ambitieux pour les mois à venir, la Convergence pourrait surprendre celles et ceux qui ont perdu confiance dans les capacités de lutte des personnels hospitaliers. Le NPA sera à nouveau présent le 18 novembre.

J.C. Delavigne et correspondantEs



Les comités en action!

Paris 18^e Réunion débat sur la Bosnie. Jeudi 30 octobre, le comité NPA 18^e a organisé une rencontre/discussion autour du documentaire *les Voix de DITA*, un court-métrage réalisé par des camarades bosniens sur la lutte des ouvrierEs de l'usine de détergent DITA, située à Tuzla, une ville industrielle ravagée par les privatisations et destructions d'usine. Tuzla s'est fait connaître en février 2014 pour une insurrection populaire ayant déclenché un « printemps des Balkans » dans plusieurs villes en Bosnie Herzégovine : après avoir renversé les autorités locales, les habitantEs de Tuzla ont mis en place des « plenums ». Un mouvement qui sommeille aujourd'hui, défié par les partis nationalistes sortis vainqueurs des récentes élections, et traversé par des tensions internes, et qui pourtant marque une transformation majeure dans l'histoire contemporaine de la région : pour la première fois depuis les guerres, une majorité opprimée a exprimé la nécessité de dépasser les clivages ethno-nationalistes pour confronter une oligarchie criminelle. Notre soirée, qui a réuni une cinquantaine de personnes, participait au soutien des camarades mobilisés sur place. IntellectuelEs/militantEs de gauche en exil ou convertis au nationalisme, révisionnisme sur les acquis de l'expérience autogestionnaire yougoslave... il est devenu difficile de se dire de « gauche » en ex-Yougoslavie. Aujourd'hui, une jeune génération se bat pour donner une direction aux protestations sociales. La rencontre a « débouché » sur un réseau solidaire Balkan, en cours de construction, avec pour premiers objectifs de faire connaître les analyses critiques des camarades sur les privatisations se déroulant à la périphérie de l'Europe occidentale, et de confronter les enjeux du présent à l'historique yougoslave. Ici en France, il semble nécessaire d'établir des rapports de contre-pouvoir dans les réseaux de travail des sans-papiers venus d'ex-Yougoslavie, dont l'appartenance culturelle est souvent motif à une exploitation « entre soi ».

Louviers (27) Rassemblement antimilitariste. Notre rendez-vous annuel s'est tenu samedi 8 novembre, jour du marché à Louviers. À l'initiative cette année du NPA, du PCF et de La Libre Pensée, 35 militantEs et passantEs se sont rassemblés pour entonner avec entrain « Craonne », « Le déserteur » et « La butte rouge ».



DR

Chaque organisation a pris la parole pour dénoncer les guerres impérialistes d'hier et d'aujourd'hui, saluer la mémoire des mutins de 14-18 et des « fusillés pour l'exemple ». Nous avons à nouveau « débaptisé » la rue du boucher Foch en la renommant « Rue Pierre-Brizon », un des trois seuls députés ayant voté contre les crédits de guerre en 1916. 300 tracts ont été distribués par le NPA. À contre-courant des commémorations du centenaire, l'initiative a été tellement appréciée que nous avons du mal à nous séparer.

Val-d'Oise Non aux Le Pen! Nous avons appris la venue de Marion Maréchal Le Pen jeudi 6 novembre à Eragny, ville de l'agglomération de Cergy-Pontoise, la veille de sa visite. Invitée par le nouveau conseiller frontiste de la ville pour une soirée-repas payant, cet événement ne s'est pas passé sans opposition. Le Collectif antifasciste 95 a réussi à mobiliser une cinquantaine de personnes pour manifester contre Le Pen. Les

manifestants étaient tous de l'agglomération : du collectif antifasciste et au-delà, avec la présence d'un groupe de citoyens inscrit aux dernières municipales sur une liste de gauche. Après nous être rassemblés pas loin du café où la soirée privée avait lieu, nous nous sommes avancés vers l'entrée. Très rapidement nous avons été attaqués, d'abord par le service d'ordre musclé du FN, puis par

les policiers en civil. Ensuite, nous avons été encerclés par une cinquantaine de flics armés de taser, flashballs et matraques. Et dire que le commissaire divisionnaire présent sur place a demandé à ce que la manifestation reste pacifique... Malgré cet accueil, la manifestation a pu rester durant l'arrivée des dîneurs fascistes, y compris Le Pen, pour faire entendre notre opposition. Nous nous sommes dit que la

Souscription 2014

Assez d'austérité pour le NPA, souscrivez sans attendre!

À l'heure où la situation se dégrade pour les classes populaires, où le gouvernement PS-Medef multiplie les attaques, où il cherche à imposer par la violence d'État sa politique de violence sociale, il est impératif que nous nous donnions les moyens de faire connaître notre politique, d'exprimer le mécontentement et la révolte contre les imposteurs, d'en être les porte-voix.

C'est d'autant plus urgent que la crise politique s'accroît. Pour Hollande, rien ne va plus : le secrétaire de l'Élysée, Jouyet, « serviteur de l'État » et ami du Président, vient d'être pris en flagrant délit de mensonge, entraînant Fillon dans sa chute. Droite ou gauche, tout ce petit monde des affairistes de la politique se battent entre eux, portés par leurs ambitions qui ne connaissent pas plus de limites que les profits des capitalistes qu'ils servent. Jouyet fut ministre de Fillon sous Sarkozy, adversaire, paraît-il, de la politique de Hollande... que maintenant ce même Jouyet met en œuvre... tout en préservant ses liens avec Fillon! Le mensonge est au cœur de leur discours parce qu'ils prétendent défendre l'intérêt général alors qu'ils servent les intérêts d'une minorité. Leurs petites manœuvres et manipulations ne sont que la mousse d'un scandale d'État permanent, celui d'une machine à tromper la population. C'est cette



politique qui fait le lit de l'extrême droite et permet aux dangereux démagogues du FN de se poser en défenseur du peuple... alors qu'ils ne cherchent eux aussi qu'à défendre les intérêts des classes privilégiées.

Nous donner les moyens

Nous devons nous donner les moyens de démasquer tous ces imposteurs, de défendre notre politique, d'aider à l'organisation du monde du travail et de la jeunesse. Pour cela nous ne pouvons

compter que sur nous-mêmes, nos propres moyens, donc sur nos proches et nos sympathisantEs, sur la solidarité de la lutte. Faire vivre un courant anticapitaliste et révolutionnaire est l'affaire de toutes et tous. Alors, sans attendre l'heure des cadeaux de fin d'année ou les étrennes, souscrivez et faites souscrire autour de vous. Il y a urgence, L'enjeu est décisif pour l'avenir du NPA.

Par chèque

à l'ordre de « NPA souscription » et à renvoyer à NPA souscription, 2 rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil

Par carte bancaire

<http://souscription.npa2009.org>



Campagne internationale

« DisparuEs » mexicains : renforcer la solidarité

Au Mexique, la mobilisation contre le crime d'État de 43 disparuEs de Iguala concerne toute la population et a provoqué une crise politique. Une campagne internationale, à laquelle s'associe le NPA, est lancée.



Au Mexique des manifestations de masse pour les 43. DR

Samedi dernier, 100 000 personnes ont marché, en refusant le rapport présenté par le procureur général, qui disait que les 43 étudiants avaient été assassinés. « Ils ont été pris vivants, nous les voulons vivants », scandait la manifestation. Une nouvelle journée de protestation, mobilisation et grève est prévue pour le jeudi 20 novembre. À Paris, la solidarité a tardé à se concrétiser mais finalement, le mercredi

5 novembre, plus d'une centaine de personnes se sont rassemblées fontaine Saint-Michel contre la répression du gouvernement mexicain et pour le retour en vie des 43. Ce rassemblement faisait suite à une conférence de presse convoquée par FAL (France Amérique latine) pour lancer cette campagne.

À cette conférence de presse, étaient présents plusieurs organes de presse mexicains... mais seulement *L'Anticapitaliste* du côté français. Une véritable chape de plomb de notre presse, très bienveillante avec le gouvernement mexicain de Peña Nieto et ses réformes libérales et pro-impérialistes.

Répression systématique

La disparition à Iguala de 43 étudiantEs de l'école normale rurale de Ayotzinapa est un fait majeur qui va bien au-delà de la collusion entre l'État et les narco-trafiquants. Elle fait partie de la politique de répression systématique mise en œuvre par tous les gouvernements et partis institutionnels mexicains. Les 43 étudiantEs se préparaient précisément à commémorer la tuerie de Tlatelolco du 2 octobre 1968 quand ils ont « disparu » le 26 septembre. Les trois grands partis du régime sont solidaires, au point que les autorités de la ville et de l'État de Guerrero sont membres du PRD (Partido de la Revolución Democrática), le parti prétendument de gauche.

Ici, la campagne doit maintenant s'intensifier, et le prochain rendez-vous est le jeudi 20 novembre. Les organisations de jeunesse sont particulièrement concernées et doivent s'engager. Avec sa commission Amérique latine et ses militantEs, le NPA va aussi renforcer sa participation à cette campagne indispensable. **Correspondant**

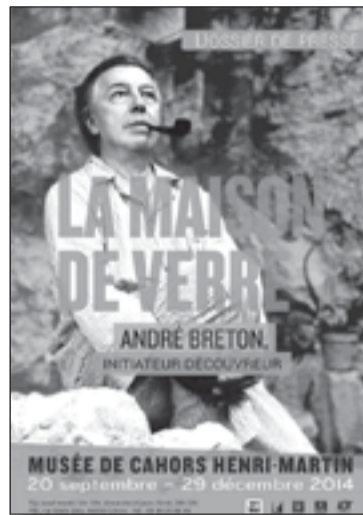
prochaine fois, il y aura besoin d'être vigilants et plus organisés... Quelques heures plus tard, le FN du 95 a annoncé la visite de Le Pen – cette fois Jean-Marie – à Taverny le 23 novembre. Les fascistes voient clairement un potentiel pour se développer dans le département et s'organisent déjà pour les élections départementales de mars 2015. L'organisation de la riposte commence, avec une première réunion unitaire d'organisation.

Exposition

Maisons de verre et routes sans frontières

Sous le titre « La maison de verre », le musée de Cahors Henri-Martin présente jusqu'à la fin de l'année une belle exposition autour d'André Breton, de ses objets et de ses séjours aux bords du Lot, découvert à la faveur d'un meeting politique à Cahors.

Breton. C'est en suivant de nuit la « route sans frontières n° 1 », illuminée et pavée pour l'occasion, qu'il eut la révélation de Saint-Cirq Lapopie aux lueurs des feux de Bengale. Acquéreur l'ancien atelier du peintre Henri Martin (1860-1943) alors à l'abandon, il allait, jusqu'à sa mort en septembre 1966, passer tous ses étés dans ce village alors moins fameux qu'aujourd'hui, vite qualifié par lui de « paradis terrestre ».



et épris de son propre « mythe sentimental », et y compris dans le Lot, l'enthousiasme retomba vite devant les limites du projet. Reste que la municipalité de Cahors, encore de gauche, fête régulièrement les anniversaires de cette cérémonie de « mondialisation », jusqu'à la présente exposition où le beau travail photographique de Nadia Benchallal, réputée pour

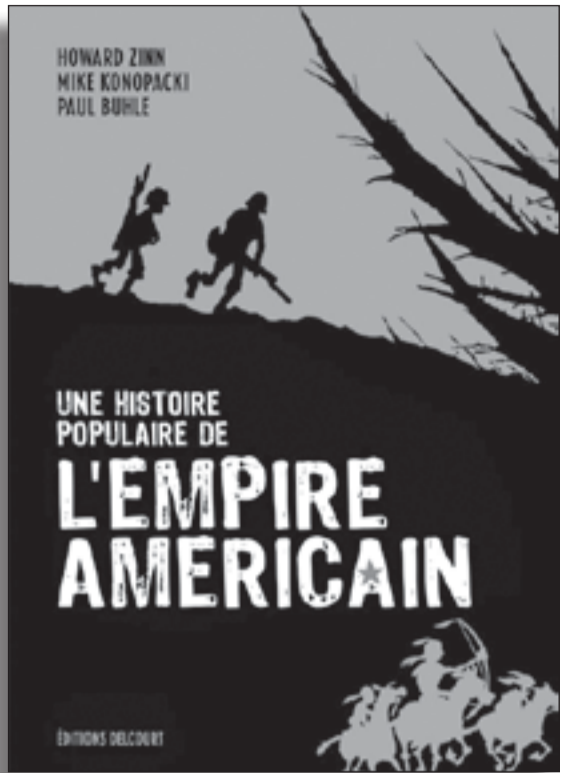
ses enquêtes auprès des femmes musulmanes, invite le public à arpenter cette première « route sans frontières » qui en appelle évidemment une infinité d'autres. Grâce à des prêts généreux et à une mise en scène très aboutie, Laurent Guillaut, conservateur du musée et maître d'œuvre de l'exposition, parvient à restituer l'ambiance de l'atelier parisien où Breton vivait, écrivait et recevait ses visiteurs, très au-delà du triste « mur » du Centre Pompidou. Comme la « route sans frontières », cette « maison de verre » évoquée dans *Nadja* se rattache à un projet collectif d'émancipation qui, pour une fois, n'est pas caché aux visiteurs. Le nombre, la diversité et la qualité des pièces réunies, jusque dans les annexes et parenthèses ajoutées par L. Guillaut, œuvres de Baya Mahieddine (1931-1998), jeune Algérienne dont Breton préfaça la première exposition en 1947, collection d'art populaire d'Yves Le Guernic, etc., méritent largement une halte à Cahors.

Gilles Bounoure

Dimensions collectives

L'enjeu de cette « Charte » et de ces manifestations était considérable, sauver la planète d'une Troisième Guerre mondiale entre les deux « Blocs » s'affrontant alors en Corée et dans la surenchère thermonucléaire. Breton ne fut pas le seul intellectuel de renom à apporter son appui, les « Citoyens du monde » se flattant d'adhérents comme Hervé Bazin, Léon Blum, Willy Brandt, Albert Camus, Charlie Chaplin, Albert Einstein, l'abbé Pierre, Jean Rostand, etc. Mais dès 1949 Breton avait pris ses distances avec un Garry Davis trop « théâtral »

Le 30 juillet 1949, le chef-lieu du Lot devenait « Cahors Mundi », son maire Jean Calvet ayant signé la « Charte de mondialisation » rédigée par Robert Sarrazac et Louis Sauvè, bientôt rejoint par 239 conseils municipaux sur les 330 du département, dans un climat d'enthousiasme très largement partagé. En juin 1950, la ville et ses environs célébrèrent officiellement la « Mondialisation », avec des discours de Garry Davis, le « citoyen du monde », de Boyd Orr, prix Nobel de la paix 1949, fondateur de la FAO, et d'André



BD

Une histoire populaire de l'Empire américain, Howard Zinn, Mike Konopacki et Paul Buhle

Editions Delcourt, 2014, 20 euros

Les éditions Delcourt viennent de rééditer l'adaptation en bande dessinée du célèbre ouvrage d'Howard Zinn, *Une histoire populaire des États-Unis de 1492 à nos jours*. Le dessin se met ici au service d'une critique acerbe de la politique américaine d'expansion, de son impérialisme brutal et de la répression systématique des mouvements contestataires qui l'ont secoué depuis la fin du 19^e siècle. La narration, qui suit le fil d'une conférence donnée par Zinn lui-même, nous fait pénétrer dans le refoulé de l'histoire américaine. Le graphisme de cette BD-documentaire mêle au dessin des fragments d'archives : photographies, coupures de presses, etc. L'importance du livre original d'Howard Zinn et de son adaptation en bande dessinée c'est le fait de s'attacher à retracer l'histoire du côté des vaincus, de ceux qui ont été écartés des grands récits fondateurs de l'Empire américain parce qu'écrasés par une politique impérialiste sévissant tant à l'intérieur de ses frontières contre les minorités que sur les autres continents (Cuba, Vietnam et plus récemment au Moyen-Orient). Ce long travail de restitution des luttes passées, des maigres victoires aux échecs amers, est celui d'un historien matérialiste qui, pour reprendre l'expression du philosophe Walter Benjamin, « se donne pour tâche de brosser l'histoire à rebrousse-poil » et pour qui « le sujet de la connaissance historique est la classe combattante, la classe opprimée elle-même [...], la classe vengeresse qui, au nom de générations de vaincus, mène à son terme l'œuvre de libération »¹.

Même si l'histoire récente tend pour le moins à atténuer l'optimisme confiant de Howard Zinn quant à l'avènement de luttes populaires victorieuses, à nous de puiser dans les luttes passées dont nous sommes les héritiers la force nécessaire à nos combats actuels et à venir.

Sophie Coudray

1- Walter Benjamin, « Sur le concept d'histoire », *Œuvres III*, Paris, Gallimard, Essais, 2000, p. 432-438.

Essai

Sommes-nous tous des individus ? Maurice Rajsfus

Éditions Cherche-Midi, 2014, 16,5 euros

Maurice Rajsfus publie un nouveau livre et, cela n'étonnera personne, il revient sur les relations entre la population et la police. Auteur d'une cinquantaine d'ouvrages, dont certains furent marquants (*Drancy, un camp de concentration très ordinaire, Opération étoile jaune ou la Police hors la loi*, pour n'en citer que quelques-uns), Maurice Rajsfus est un inlassable défenseur des libertés publiques et un observateur attentif des agissements policiers, tant comme auteur que comme militant : il fut l'un des animateurs de Ras l'front et de l'Observatoire des libertés publiques.

Dans ce nouvel ouvrage, l'auteur s'intéresse aux individus. Plus précisément à ceux que la police, et certains politiciens, considèrent comme des individus. Il s'interroge sur une société qui verrait d'un côté soixante millions d'individus et de l'autre, 150 000 policiers. Maurice n'aime pas trop la police. D'ailleurs, dès le début de son ouvrage, il prévient : « Très remonté contre un corps policier toujours disponible pour des tâches parfois inhumaines, souvent brutales, généralement proches de la dérive antidémocratique (...) dans le sabbat des gardiens de l'ordre public, tous les hommes, loin d'être égaux comme le stipule la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, notre France, jadis terre de liberté serait surtout peuplée d'individus »

chapitres, dans cet ouvrage au ton moqueur, on découvre les différentes facettes des « individus ». Montrant ce que le pouvoir attend de chacun d'eux : du travail, de la discipline... et pas de contestation. Car les individus sont avant tout la masse de ceux qui sont dominés dans cette société et à qui on demande de rester tranquille. Parfide, l'auteur n'oublie pas de nous rappeler que « dans les dictionnaires classiques, "ordre" précède "ordure" ».

Pierre Baton



COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h - 20 h,
mardi au samedi :
12 h - 20 h

Enfants



Les bêtes noires ont bon dos, Alain Serres et Aurélia Fronty

Rue du Monde, Collection « Pas comme les autres », 2014, 14 euros.

À partir de 7 ans

Un livre esthétiquement magnifique, les enfants aussi ont droit à la beauté, pour illustrer le racisme ordinaire, à travers l'histoire d'un scarabée doré à tête noire. Le scarabée à tête noire accusé de tous les malheurs de la forêt, s'enfuit au bout du monde et la forêt que sa carapace dorée éclairait est plongée dans le noir. Un texte devenu un classique, dont la

concision laisse la place aux lecteurs, parents et enfants qui pourront y trouver de profondes résonances avec notre monde. Un outil de lutte contre les idées reçues. Et les illustrations d'Aurélia Fronty sont une merveille de couleurs qui rendent l'histoire totalement sensible. Pour toutes les chères têtes, qu'elles soient blondes, brunes, etc. Catherine Segala



L'Anticapitaliste | Libre expression

PODEMOS « Un débat qui marque une étape importante dans la façon de faire de la politique en Espagne »

Entretien. Scientifique de profession, **Pablo Echenique** est député européen pour Podemos depuis le 25 mai 2014. Dans le cadre du débat interne à Podemos, Pablo a défendu la motion finalement minoritaire « Sumando Podemos » (« En rassemblant nous pouvons »), avec notamment notre camarade d'Izquierda anticapitalista Teresa Rodriguez, elle aussi députée européenne. Nous revenons sur les enjeux de cette discussion et de façon plus globale sur les perspectives du mouvement.

Peux-tu te présenter ?

Je suis né en Argentine il y a 36 ans. Je suis un physicien et je me déplace dans un fauteuil roulant de 150 kg, ce qui ne rend pas très facile mon voyage hebdomadaire de Bruxelles à Saragosse.

Comme beaucoup d'Espagnols, j'étais politiquement endormi jusqu'en 2011. Je me suis réveillé cette année-là quand nous, les gens, avons envahi les rues, et que je ne pouvais plus fermer les yeux. Je me suis reconnu dans le changement de discours et d'analyse qu'a imposé le 15M (le mouvement des Indignés), mais mon attitude pragmatique m'a fait réaliser que quelque chose manquait.

Ce quelque chose est apparu en janvier 2014 : un outil politique appelé Podemos qui m'a convaincu, où j'ai investi plus de temps, ce qui m'a finalement conduit au Parlement européen avec 4 autres camarades...

Peux-tu nous donner ton bilan de l'assemblée nationale citoyenne « Si se puede » (« Oui vous le pouvez ») qui s'est tenue il y a un mois à Madrid ?

Quand quelqu'un me dit que les gens ne sont pas intéressés par la politique, pour le contredire, je lui parle de cette assemblée « Si se puede », en particulier du fait que des citoyens ont écrit et débattu près d'une centaine de propositions concernant l'organisation et le fonctionnement, des sujets pas tout à fait sexy... Je crois que cette assemblée a été la plus grande démonstration de transparence et d'ouverture : c'est un débat qui marque une étape importante dans la façon de faire de la politique en Espagne.

Par rapport aux différentes propositions d'organisation, j'ai eu le plaisir et l'honneur d'appartenir à une grande équipe qui a produit une proposition d'une manière collective et coopérative, avec un réel processus de discussion, de débat et de consensus, presque magique... Notre texte, issu de ce large débat, trouvait non seulement



Certains dans les grands syndicats espagnols ont approuvé et adopté les mêmes comportements que la « caste ».

sa justification dans le processus même par lequel il a été produit, mais aussi par son contenu, plus adapté, plus proche, plus original que la proposition de l'équipe finalement gagnante. Mais la grande majorité des gens ont choisi d'accorder un vote de confiance à l'équipe dirigée par Pablo Iglesias. Notre proposition a tout de même trouvé près de 14 000 supporters dans les votes qui ont suivi l'assemblée. Aujourd'hui, nous pensons que nous l'avons fait d'une façon intelligente combinant originalité, diversité, démocratie et efficacité.

Quelles sont les grandes différences entre les deux projets principaux ?

Comme je l'ai signalé, notre proposition s'est construite d'une manière inclusive, participative et

le résultat appartient alors à toutes celles et ceux qui ont participé à cette élaboration. Sur le fond, la différence la plus évidente, c'est que nous avons choisi dans notre document de ne pas proposer la mise en place d'un secrétaire général, mais un système collégial de trois porte-parole. Nous avons aussi défendu la mise en place d'un Conseil citoyen, composé de membres élus par vote direct des membres de Podemos et de 20% de membres tirés au sort parmi des candidatEs soutenus par les cercles (les comités de base). De plus, notre document proposait une plus grande autonomie politique des cercles et un système de financement plus équilibré, intégré et coordonné. En définitive, notre proposition était plus décentralisée et plurielle, tout en conservant l'efficacité.

« Ni de droite ni de gauche » dit Podemos... Mais quelle sont les relations avec le mouvement ouvrier « traditionnel » ?

À mon avis, certains dans les grands syndicats espagnols ont approuvé et adopté les mêmes comportements que la « caste ». Ceci dit, il me semble très difficile d'envisager

une réelle transformation sociale sans le soutien en particulier des travailleurEs organisés.

D'après différents sondages, vous pouvez gagner les prochaines élections générales en Espagne. Mais comment comptez-vous mettre en œuvre votre programme ?

L'amélioration immédiate des conditions de vie de la population la plus touchée par le pillage massif et systématique qu'ont subi les peuples de l'Europe du Sud et particulièrement l'Espagne, est le but principal de mon engagement en politique dans cette situation chaotique, qui m'a fait quitter mon poste de chercheur dans le CSIC (l'équivalent espagnol du CNRS). Je comprends que la priorité à court terme est un plan de sauvetage des gens qui sont dans des situations d'urgence sociale. Pour autant, il ne faut pas non plus négliger la mise en place de mécanismes pour rendre impossible à moyen terme la répétition du pillage que nous avons tristement vécu. Donc, il faut garantir des droits sociaux et les assurer, sans remise en cause possible.

Il faut garantir des droits sociaux et les assurer, sans remise en cause possible.

On sait bien que pour mener à bien un tel programme, il nous faut s'appuyer sur un peuple motivé, convaincu, organisé et mobilisé pour pousser à la mise en œuvre de ces mesures. On est très conscients de réticences de la part des entreprises et sociétés, qui ont très clairement démontré par le passé qu'elles sont prêtes à tout pour défendre leurs intérêts lucratifs. On les a notamment vu mener des guerres pour des intérêts économiques en Afrique ou au Proche-Orient. **Propos recueillis par Miguel Seguí**

Vu ailleurs

120 000 À BRUXELLES.
Le quotidien de droite la Libre Belgique, en date du

6 novembre, à 15 heures, écrit : « C'est la mobilisation la plus importante depuis des années », se félicite Marie-Hélène Ska, secrétaire générale de la CSC (Confédération des syndicats chrétiens). « Ce qui me frappe, c'est la présence de personnes qui ne manifestent jamais d'ordinaire. » Marc Goblet, le secrétaire général de la FGTB (Fédération générale du travail de Belgique), a tenu à rappeler que cette manifestation constituait « un signal fort pour le gouvernement ». « Les mesures prévues touchent tout le monde. Le pouvoir d'achat sera mis à mal, tant pour les travailleurs que pour les allocataires sociaux et les petits indépendants. » Jan Vercaemst, le président (depuis 2006) de la CGSLB (Centrale syndicale des syndicats libéraux de Belgique), a pour sa part indiqué « qu'il était ravi de répondre à l'invitation du Premier ministre », ajoutant que « son organisation conservait des contacts avec les partis libéraux et le CD&V (Libéraux flamands) ». Il a par ailleurs balayé la question communautaire quant à la participation à la manifestation, précisant que « 60% des militants CGSLB présents sont néerlandophones. »

Cette mobilisation est effectivement d'une ampleur réelle à l'aune des luttes historiques en Belgique. [...] Le Premier ministre Charles Michel a, de suite, le 6 novembre, devant le parlement, appelé à « la concertation ». La portée de la mobilisation traduit une radicalité d'un secteur des salariéEs, sous les coups d'une attaque sans précédent. Une radicalité qui va au-delà des projets des appareils syndicaux. [...] Les grands médias internationaux vont mettre d'abord l'accent sur quelques incidents qui, pour l'essentiel, reflètent la riposte rageuse de travailleurs qui ressentent, sur leur peau, la haine de classe des choix patronaux et d'un gouvernement au sein duquel la droite extrême occupe une place de choix, entre autres avec son ministre de l'Intérieur Jan Jambon.

« Belgique. Le 6 novembre : une "mobilisation ouvrière historique" », Charles-André Udry, publié sur le site A l'encontre jeudi 6 novembre 2014

S'abonner à l'Anticapitaliste

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo + Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire : _____

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM	
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an
<input type="checkbox"/> 28 € <input type="checkbox"/> 56 €	<input type="checkbox"/> 20 € <input type="checkbox"/> 40 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an
<input type="checkbox"/> 22 € <input type="checkbox"/> 44 €	<input type="checkbox"/> 18 € <input type="checkbox"/> 36 €
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an
<input type="checkbox"/> 50 € <input type="checkbox"/> 100 €	<input type="checkbox"/> 38 € <input type="checkbox"/> 76 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org